

SEANCE PLENIERE

du

JEUDI 01 FEVRIER 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 01 FEBRUARI 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 15 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance : M. Guy Verhofstadt

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Yolande Avontroodt
Raisons de santé : Guido Tastenhoye
À l'étranger : Paul Tant
UIP : François-Xavier de Donnée et Josée Lejeune

Gouvernement fédéral

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger (le Balkan)
Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement : en mission à l'étranger (Congo)
Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative : en mission à l'étranger (Pays-Bas)

Questions

01 Question de M. Pieter De Crem au premier ministre sur "la participation belge aux forces de l'OTAN en Afghanistan" (n° P1747)

01.01 **Pieter De Crem** (CD&V) : Ce matin, nous avons salué le départ de l'ambassadeur des États-Unis en Belgique. Celui-ci a admis que les relations entre nos deux pays se sont améliorées au cours des quatre dernières années, mais il a été moins élogieux à propos de la réalisation de nos engagements en ce qui concerne la mise à la disposition de troupes pour les forces armées de l'OTAN en Afghanistan. Ce dernier point est évidemment lié à notre participation à l'Unifil au Liban, au fait que lors du sommet de Riga, nous avons dégagé 30 millions d'euros de notre budget Coopération au développement pour des mesures complémentaires et au retrait d'un C130 qui s'est révélé être absolument inutilisable. Toutefois, la Belgique est tenue d'honorer ses engagements.

À quoi s'est-on exactement engagé et à quels engagements a-t-on failli ? Quelles mesures prendra le premier ministre pour tenir les engagements contractés, dans l'intérêt de notre crédibilité internationale ?

01.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : La Belgique participe depuis le début à toutes les grandes opérations puisque 1.200 de ses soldats ont été déployés au Kosovo, au Liban et en Afghanistan où trois cents militaires belges sont présents depuis le début de la campagne menée dans ce pays.

L'an dernier, je m'étais entretenu longuement avec le général Jones qui était alors le commandant suprême de l'OTAN en Europe et qui, à ce titre, portait la responsabilité des actions menées en Afghanistan. Nous avons convenu à l'époque que la Belgique fournirait des renforts importants dans la zone de l'aéroport de

Kaboul et qu'en outre, nous prendrions la direction des opérations. Or il y a deux semaines, le Conseil des ministres a approuvé la programmation 2007 en ce qui concerne l'envoi de troupes. À la demande expresse du général Jones – demande formulée juste avant qu'il ne démissionne de ses fonctions de commandant suprême – quarante hommes de plus seront fournis à partir d'octobre 2007 et la Belgique prendra alors le contrôle de l'aéroport de Kaboul. Par conséquent, nous satisfaisons pleinement à la requête de l'OTAN. De l'avis du général Jones, en effet, la mise à disposition de C130 ou de F16 ne constituait pas une priorité.

01.03 Pieter De Crem (CD&V) : La Belgique a honoré une partie des engagements qu'elle avait souscrits mais j'entends de nombreuses annonces concernant ce qui doit encore être fait en automne, sans que les moyens nécessaires à cette fin n'aient été prévus à la Défense. Le premier ministre y consacrerait volontiers des ressources supplémentaires mais il n'y a pas unanimité à ce sujet au sein du gouvernement. Lors du sommet de Séville, Robert Gates, le nouveau ministre américain de la Défense, demandera sans doute à notre pays de fournir des efforts supplémentaires en Afghanistan. J'espère que le premier ministre tiendra ses promesses mais j'en doute beaucoup.

L'incident est clos.

02 Question de M. Melchior Wathelet au premier ministre sur "le discours aux corps constitués" (n° P1748)

02.01 Melchior Wathelet (cdH) : La semaine dernière, vous avez surpris tout le monde au palais lors de votre discours devant les corps constitués en déclarant qu'une réforme institutionnelle était souhaitable et indispensable.

Le MR est favorable à une telle réforme mais les socialistes wallons regrettent le lieu que vous avez choisi pour une telle prise de position et ne la partagent pas non plus sur le fond.

Pensez-vous qu'il était opportun de lancer la campagne électorale fédérale lors de la présentation de vos vœux au Palais ? À quel titre avez-vous fait cette déclaration ? Reflète-t-elle la position du gouvernement ?

02.02 Guy Verhofstadt, Premier ministre (en français) : Le discours du premier ministre en janvier au Palais royal n'est pas une déclaration gouvernementale, il ne doit pas être approuvé par le gouvernement.

En me basant sur mes huit années d'expérience au poste de premier ministre, je crois qu'une réforme est nécessaire et je souhaite qu'elle ait lieu dans l'ordre et dans le calme. Il ne faut pas céder aux sirènes du séparatisme ou de l'immobilisme, il faut choisir le dialogue. Dans mon discours, j'ai également énuméré quelques principes pour renforcer l'efficacité des entités fédérées dans le cadre de la fédération belge.

À la suite à mon discours, il est vrai que Mme Milquet a réagi rapidement et presque avec fanatisme en affirmant qu'une réforme était hors de question mais, au Palais, tout le monde m'a applaudi.

En conclusion, il y a un consensus dans ce pays en faveur du maintien de la fédération. Ni l'immobilisme ni le séparatisme ne sont des moyens d'y parvenir.

02.03 Melchior Wathelet (cdH) : Mme Milquet n'est pas la seule à avoir réagi en affirmant que le lieu et le moment étaient mal choisis pour une telle déclaration. Si vous avez bénéficié du soutien du MR et, ce jour-là, du CD&V, le PS se refuse en revanche à cautionner vos propos.

Vous prétendez aujourd'hui que tout le monde est d'accord. J'en conclus qu'il n'y a pas non plus eu de concertation a posteriori au sein de votre gouvernement ou que vous refusez d'entendre l'avis d'une partie de votre majorité.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- M. Pieter De Crem au premier ministre sur "le report de la visite au président russe, M. Poutine"

(n° P1749)

- **M. Francis Van den Eynde** au premier ministre sur "le report de la visite au président russe, **M. Poutine**" (n° P1750)

03.01 Pieter De Crem (CD&V) : Un fait marquant s'est produit dans le cadre des relations bilatérales entre la Belgique et la Russie. Le département des Affaires étrangères a sollicité un entretien entre le président Poutine et notre premier ministre mais ce dernier a décidé in extremis de privilégier le conseil communal de Gand. On a encore tenté d'accorder les agendas mais la Russie a évidemment opposé un « njet ». Voilà qui est déplorable, certainement à un moment aussi crucial. La présidence belge de l'OSCE vient de se terminer, les relations bilatérales concernant le commerce du diamant doivent être renouées, notre adhésion non permanente au Conseil de sécurité de l'ONU est très importante et il y a la question du Kosovo, ainsi que le problème de l'approvisionnement énergétique.

Où se situent les priorités de la politique étrangère belge ? Quelles sont les priorités du premier ministre lorsqu'il s'agit de préserver la réputation de la Belgique ?

03.02 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Lorsque le premier ministre a annoncé sa candidature aux élections communales de Gand, j'étais en admiration devant sa capacité à combiner le Conseil de sécurité et le conseil communal. Lorsque la ministre Vanden Bossche a annoncé qu'elle siégerait effectivement au conseil communal, le premier ministre ne pouvait évidemment demeurer en reste. Il semblait pouvoir tout affronter en même temps.

Or, des problèmes d'agenda se sont posés dès le premier conseil communal à Gand. Le président Poutine était irrité car des engagements pris pour la visite du premier ministre à Moscou ont été modifiés. Nous devons donc constater qu'il est impossible de combiner les réunions du conseil communal et la politique internationale. Le premier ministre optera-t-il pour la rue de Loi ou pour la « Veldstraat » ?

03.03 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Je comprends que le « Kremlin » de Aalter s'intéresse au Kremlin de Moscou...

J'avais effectivement l'intention de me rendre à Moscou après le conseil communal pour y rencontrer le président russe. Tout était réglé mais il y a eu un malentendu entre les services diplomatiques et l'administration russe qui pensait que le voyage n'aurait pas lieu.

Il ne faut pas dramatiser la situation. Les agendas internationaux sont régulièrement adaptés, ce qui ne doit pas conduire immédiatement à des incidents diplomatiques. Des contacts sont établis actuellement avec les services diplomatiques russes afin de fixer une nouvelle date pour la visite.

03.04 Pieter De Crem (CD&V) : Si je compare la situation politique russe à celle de ma commune, je pense que le « Kremlin » de Aalter survivra au Kremlin de Moscou...

Selon le premier ministre, il s'agissait d'un malentendu. Il est pourtant clair que le grand ours russe a méchamment griffé le petit lion belge.

03.05 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Selon le premier ministre, il y aurait eu un malentendu, en fait imputable aux Russes. J'ai néanmoins le sentiment que M. Poutine a été vexé par les modifications d'agenda. Je crains que cette situation nuise aux relations diplomatiques entre la Russie et la Belgique, alors que les enjeux sont précisément si importants. Je rappelle les divergences de vue en ce qui concerne le Kosovo, où sont encore stationnés des centaines de soldats belges.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Simonne Creyf** au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la facturation de commissions d'interchange par Maestro à partir de 2008 et l'absence de concurrence" (n° P1757)

- **M. Bart Tommelein à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la facturation de commissions d'interchange par Maestro à partir de 2008 et l'absence de concurrence" (n° P1758)**

04.01 Simonne Creyf (CD&V) : Le rapport de la Commission européenne sur le secteur bancaire européen est également critique à l'égard du secteur bancaire belge. La commissaire européenne à la concurrence, Mme Kroes, a déclaré que la complexité du système bancaire belge n'est pas à la mesure de la taille du pays. Si les banques belges sont plutôt soulagées dans la mesure où elles s'attendaient à des critiques plus virulentes, elles se sentent néanmoins aussi quelque peu piquées au vif.

Il est important que les coûts imputés par les banques pour les services qu'elles rendent soient transparents. Par ailleurs, il ne faut pas qu'il y ait des accords sur les prix. Enfin, l'introduction de Maestro dans le cadre d'un nouveau système de paiement européen ne doit pas se traduire pour les commerçants et les consommateurs par une augmentation des coûts. La fédération des Entreprises de distribution a déjà fait part de ses griefs à ce propos aux autorités belges en matière de concurrence.

De quels instruments dispose le ministre pour constater et réprimer les abus dans le secteur ? Va-t-il admettre des augmentations substantielles de coûts dans la foulée de l'introduction de la carte Maestro ?

04.02 Bart Tommelein (VLD) : Ma question s'adressait initialement au ministre qui a la concurrence dans ses attributions parce qu'en l'espèce, c'est avant tout le consommateur qui est exposé.

La Belgique est dotée d'un des systèmes de paiement les plus performants et les moins chers d'Europe. Une certaine distorsion risque toutefois de se faire jour à présent. Le rapport de Mme Kroes relève un manque de concurrence entre les réseaux de paiement et les cartes bancaires. Les cartes de paiement ne peuvent être délivrées que par les banques et le secteur bancaire belge n'est pas assez transparent.

Les cartes de paiement risquent à présent de coûter également plus cher aux commerçants, au détriment du consommateur final. Un système sans commissions d'interchange est parfaitement applicable et l'est d'ailleurs dans plusieurs pays.

Le ministre organisera-t-il une concertation avec le secteur bancaire afin de prévoir une période transitoire ? Tant que Maestro sera sans concurrent, le consommateur sera la victime de cette situation.

04.03 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Le rapport de la Commission européenne a été publié hier et figure entre-temps sur le site internet. J'ai immédiatement demandé aux services de la concurrence de rédiger un rapport spécifique à la situation en Belgique.

Je comprends la préoccupation des auteurs de la question. Les prix doivent être suffisamment transparents et la concurrence dans le secteur bancaire devra être réelle. Par ailleurs, nous devons être attentifs aux augmentations de prix éventuelles. Jusqu'à présent, le système fonctionnait parfaitement, sans commissions d'interchange. Je ne souhaite pas que ces commissions soient tout à coup facturées au consommateur. Il s'agit donc avant tout d'organiser une concurrence suffisante et ensuite les banques devront assurément appliquer des prix compétitifs.

À propos de l'introduction de Maestro, Mme Lalieux a déjà posé une question à laquelle j'ai répondu que j'attirerais l'attention de Mme Kroes sur ce problème.

J'ai organisé une concertation entre les représentants des petites et moyennes entreprises et le secteur de la distribution. J'aurai sous peu un entretien avec Febelfin que je confronterai aux constats de la Commission européenne et du Service de la concurrence. Des pays comme le Danemark et la Pologne se sont déjà engagés à limiter les coûts engendrés par l'arrivée du système Maestro. Si une concurrence suffisante est d'abord organisée, le secteur bancaire sera plus transparent, ce qui aura pour conséquence qu'il ne pourra pas augmenter arbitrairement les coûts liés au système Maestro.

04.04 Simonne Creyf (CD&V) : Le ministre fait toute une série de promesses. Mais il ne me paraît pas acceptable de promouvoir d'abord les paiements électroniques et d'en augmenter ensuite les coûts. Nous attendons donc du ministre qu'il n'accepte pas ce type de comportements et qu'il prenne les mesures qui

s'imposent.

04.05 Bart Tommelein (VLD) : Il me semble important de continuer à encourager les paiements électroniques et de supprimer toutes les entraves qui y font obstacle. Le ministre a raison de dire que nous devons veiller à ce que le marché soit concurrentiel car la concurrence est bénéfique pour les consommateurs.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Talbia Belhouari au ministre de la Mobilité sur "l'accident d'un autocar belge en Allemagne" (n° P1761)**

- **M. Patrick Cocriamont au ministre de la Mobilité sur "l'accident d'un autocar belge en Allemagne" (n° P1762)**

05.01 Talbia Belhouari (PS) : Le week-end dernier, un autocar belge a été accidenté en Allemagne. Le car venant de passer au contrôle technique, la cause de l'accident semble être l'assoupissement du chauffeur. De plus, si tous les voyageurs avaient bouclé leur ceinture de sécurité, le bilan des victimes aurait été moins lourd.

Combien d'autocars belges sont-ils équipés de ceintures de sécurité ? Sont-ce des ceintures ventrales ou à trois points ? Comment s'assurer de ce que les ceintures restent bouclées durant tout le voyage ? Une campagne d'information et de sensibilisation ne devrait-elle pas être envisagée ? Ne faudrait-il pas renforcer les contrôles de police en la matière ?

05.02 Patrick Cocriamont (FN) : En tant qu'ancien chauffeur d'autocar, je puis témoigner que ces accidents sont le plus souvent dus à la fatigue des chauffeurs. Et cela, parce qu'ils sont extrêmement mal payés !

Certes un chauffeur ne peut dépasser un certain temps de travail. Mais les contrôles ne servent à rien, car, lorsque le chauffeur fait du ramassage scolaire, il n'est pas obligé de mettre son disque dans le tachygraphe. Et lorsqu'il part le vendredi soir pour un aller-retour Belgique-Espagne ou une station de ski à l'étranger, il est déjà exténué. Selon moi, le seul moyen de limiter les accidents, malgré les problèmes que cela engendrerait et dont je suis conscient, serait d'interdire le transport de passagers entre trois et six heures du matin.

Les chauffeurs devraient également être mieux payés. Pour cela, il faut que les sociétés d'autocars ne soient plus en concurrence avec les sociétés de transport public qui ne paient pas les taxes sur le carburant.

L'an dernier, il y a eu plusieurs accidents d'autocar. Des contrôles supplémentaires ont-ils été effectués depuis ? Quelles mesures de sécurité a-t-on prises ?

05.03 Renaat Landuyt, ministre (en français) : L'enquête étant en cours en Allemagne, je ne puis me prononcer au sujet de l'accident en tant que tel.

Des représentants de mon administration se sont rendus sur place le plus vite possible. La firme a été contrôlée en ce qui concerne les heures de prestation et de repos. Pour les quarante ouvriers de la firme, nous n'avons relevé que quatre petites fautes : la firme respecte donc plutôt les règles.

Ma politique vise une augmentation des contrôles en général. Ceux-ci ont augmenté de façon significative par rapport à l'année antérieure, et nous effectuons environ 4.200 contrôles par an. En outre, la police de la route va augmenter les contrôles relatifs au port de la ceinture.

05.04 Talbia Belhouari (PS) : J'insiste sur le port de la ceinture ; des vies sont en jeu ! Je vous demande de réfléchir à une campagne de sensibilisation, vu les nombreux accidents d'autocar de ces derniers temps.

05.05 Patrick Cocriamont (FN) : Je ne doute pas des contrôles effectués et je connais le sérieux de la

compagnie concernée, mais vous n'empêcherez jamais les conducteurs ou leurs patrons de déchirer ou de changer les disques. La seule solution radicale est d'empêcher les autocars de rouler entre trois et six heures du matin.

L'incident est clos.

06 Question de M. Dominique Van Roy à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'exécution de la loi de 1997 relative au Casier judiciaire central" (n° P1751)

06.01 Dominique Van Roy (MR) : Une loi de 1997 relative au casier judiciaire centralisé prévoyait la disparition du certificat de bonne vie et mœurs. Une circulaire de 2003 a précisé la manière d'agir. Le fichier centralisé en est au stade de projet pilote dans certaines localités. Mais un arrêt du Conseil d'État de décembre 2006 a annulé la circulaire de 2003 et sans doute les circulaires antérieures sur le même sujet.

Comment cette situation va-t-elle évoluer ? Que faire pour éviter des difficultés pour les communes et les personnes amenées à délivrer ces certificats ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Les circulaires ministérielles antérieures n'ont jamais posé problème, mais la circulaire de 2003 du ministre Duquesne, qui prévoyait des enquêtes de moralité sur les personnes pour des emplois en relation avec les enfants, a été rejetée par le Conseil d'État. Dès lors, nous revenons à la situation antérieure, qui exige de reprendre les antécédents judiciaires de l'intéressé. Une circulaire sera transmise demain aux communes à ce sujet.

Une connexion directe des communes au casier judiciaire central serait plus simple, et j'espère que nous pourrons la mettre en place, avec une fiabilité de 100 %, avant la fin de la législature.

06.03 Dominique Van Roy (MR) : Il paraît que les parquets et les corps de police questionnent régulièrement les administrations communales sur l'état du casier judiciaire des habitants de la commune, étant donné qu'ils n'ont pas accès à une information complète et actualisée. Les communes assument une grande part du travail notamment dans le cadre des certificats délivrés aux personnes qui s'occupent d'enfants. Il faut s'assurer que les bourgmestres ne seront pas amenés à signer des certificats dans des conditions difficiles pour eux.

Le **président** : Chers collègues, c'était la « maiden question » de M. Van Roy. (*Applaudissements*)

L'incident est clos.

07 Question de Mme Marie-Christine Marghem à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'indemnisation des victimes de Ghislenghien" (n° P1752)

07.01 Marie-Christine Marghem (MR) : Il a été dit que le dossier de la catastrophe de Ghislenghien serait bouclé en deux ans et demi. Ce n'est pas le cas. Des devoirs complémentaires demandés non seulement par le parquet de Tournai mais également par Fluxys depuis octobre ne sont toujours pas accomplis. Où en sont les intentions que vous avez manifestées de permettre au juge d'instruction de se consacrer uniquement à sa tâche, de doter la cellule de travail au niveau du tribunal de première instance de Tournai d'un scanner pour archiver les données et d'utiliser votre pouvoir d'injonction positive à l'égard du parquet pour faire progresser l'enquête ?

Les victimes n'ont pas été indemnisées. Les sociétés qui sont intéressées à cette problématique pourraient ou devraient avoir envie d'indemniser pour compte de qui il appartiendra. Que compte faire le gouvernement pour faire enfin progresser ce dossier vers une indemnisation rapide ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Dès le début de l'instruction, nous nous sommes concertés avec les autorités judiciaires pour qu'un jugement intervienne le plus rapidement possible, les autorités judiciaires me faisant savoir qu'elles espéraient pouvoir boucler le procès en deux ans et demi. Elles ont obtenu les moyens supplémentaires en termes humains et matériels qu'elles avaient sollicités. Cette volonté

des autorités judiciaires a été « énervée » par l'ensemble des devoirs d'expertise demandés qui allongent les délais.

Nous avons lancé l'opération « Victimes Ghislenghien » et le gouvernement s'est attelé à la création d'une fondation dédiée aux victimes de la catastrophe. Celle-ci est déjà intervenue pour 21 victimes, à savoir les personnes ne pouvant bénéficier de l'assurance spéciale des salariés. Une autre série de victimes a été directement approchée et, en partie, aidée ou soutenue par l'ASBL « Solidarité Victimes de Ghislenghien ».

J'espère que les rapports d'expertise pourront être déposés le plus rapidement possible. Chacun attend qu'enfin le tribunal puisse trancher sur les responsabilités pour que les victimes puissent être complètement indemnisées.

En prenant exemple sur la France, nous allons travailler à la mise en place de dispositions qui nous permettent de répondre immédiatement en cas de nouvelle catastrophe de ce type.

07.03 Marie-Christine Marghem (MR) : J'entends bien qu'à l'avenir une structure définitive sera mise en place pour permettre aux victimes d'accéder directement à un dialogue et à une indemnisation rapide. Mais pourquoi, depuis deux ans et demi, ne s'est-on pas inspiré largement du système français qui fait en sorte de déjà indemniser les victimes pour compte de qui il appartiendra ? En tant que ministre de la Justice, vous pouvez donner une impulsion vis-à-vis des compagnies d'assurance et des personnes impliquées dans ce procès car vous obtiendriez une réaction de leur part. Pour l'instant, le fonds d'indemnisation comporte 2,2 millions d'euros, montant considéré par les victimes comme des libéralités et non comme une indemnisation à proprement parler.

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : La séparation des pouvoirs fait que je ne peux imposer une date pour un procès.

Pour ce qui concerne la fondation Ghislenghien et le travail des assurances qui pourrait avancer plus vite, au niveau du gouvernement, le ministre des Affaires économiques et le ministre des Finances ont imaginé un système qui permet précisément de payer des avances.

07.05 Marie-Christine Marghem (MR) : Il faut persévérer dans cette voie.

L'incident est clos.

08 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la vente éventuelle des bâtiments de l'IRM et d'autres bâtiments publics" (n° P1753)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Un âne ne trébuche pas deux fois sur la même pierre mais la coalition violette, elle, s'apprête à trébucher pour la septième fois sur la même pierre depuis 2000. Durant la période de Noël, le gouvernement a vendu 62 bâtiments et les a reloués ensuite, malgré les critiques de la Cour des comptes et du Conseil d'État. Des frais d'expertise élevés étaient liés à cette opération.

Le Conseil des ministres a décidé de vendre une nouvelle série de bâtiments pour un montant de 200 à 250 millions d'euros. Il s'agirait de bâtiments administratifs, de bâtiments de la police, d'archives de l'État et de bâtiments scientifiques. Est-il exact que l'IRM, l'Institut Pasteur et les archives de l'État en feraient partie ? Ces bâtiments seront-ils également reloués ? Qu'en est-il du coût ? Quelle est la teneur des avis de l'Inspection des Finances à cet égard ?

08.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Fedimmo 1 a remporté un grand succès et a rapporté 640 millions d'euros. Le loyer s'élève à 40 millions d'euros. L'opération a un rendement brut de 5,5 %. Tout un chacun s'accorde pour dire qu'il s'agit d'un grand succès. C'est également la première constatation de l'Inspection des Finances en ce qui concerne Fedimmo 2.

Fedimmo 2 devrait permettre aux pouvoirs publics de répéter le succès de Fedimmo 1. 52 bâtiments ont été sélectionnés au total. Cette sélection doit encore être évaluée et les observations de l'Inspection des Finances doivent encore être examinées. Je soumettrai une liste définitive au Conseil des ministres.

L'objectif est de réaliser davantage encore d'opérations de ce type à l'avenir. Il est normal de trouver de nouveaux moyens avec des partenaires privés, par exemple en vue de la construction ou de la rénovation de prisons. Les Communautés et Régions peuvent également appliquer cette recette. Finalement, ces opérations s'apparentent aux méthodes appliquées par l'UE et la Communauté flamande pour toute une série de bâtiments à Bruxelles. À Louvain, le principe du *sale and lease back* a même été appliqué à un réseau d'égouts.

Je commanderai encore plusieurs études en vue d'éventuelles nouvelles initiatives. La priorité absolue consiste à rénover et construire des prisons.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le ministre est déjà chef de l'opposition en Wallonie, et manifestement, il entend également le devenir en Flandre. Pourtant, la Flandre investit des sommes considérables, notamment dans des bâtiments scolaires. Par ailleurs, la Commission européenne devient propriétaire de nombreux bâtiments à Bruxelles. Le ministre ferait mieux de prendre à cœur sa fonction aux Finances.

Les recettes de la vente ont permis de payer les factures du budget 2006, bien que de nombreux paiements aient dû être transférés à 2007. Alors que les prochaines générations devront payer des loyers, le ministre parle d'un succès.

Le ministre n'a pas à prêter l'oreille aux critiques de l'opposition, de la Cour des comptes et du Conseil d'État. L'Inspection des Finances dénonce toutefois aussi le fait que le court terme l'emporte sur le long terme.

Les frais d'expertise pour Fedimmo I dépassaient les quatre millions d'euros. Je n'ai pas encore trouvé trace des frais d'expertise relatifs à l'opération sicafi manquée. L'Inspection se demande pourquoi de tels frais réapparaissent, puisqu'il s'agit de la reconduction de l'opération précédente.

Tous les immeubles sont nécessaires aux services publics, en définitive. Ces services sont menacés lorsque des bâtiments sont aux mains du secteur privé. Louer à court terme relève de la fiction, selon l'Inspection. En cas de départ, le nouveau propriétaire risque de résilier le bail et le service public sera interrompu. En conséquence, le gouvernement se retrouvera au pied du mur lorsqu'il s'agira de renégocier le loyer et les prix flamberont. Il est donc logique que l'Inspection formule un avis négatif. Le contribuable paiera l'addition.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Véronique Salvi au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les commissariats incendiés à Charleroi" (n° P1754)

09.01 Véronique Salvi (cdH) : Cette nuit, quatre commissariats de la zone de la police de Charleroi ont été incendiés à coup de cocktails molotovs. La première piste semble indiquer un rapport entre ceux-ci et une course poursuite survenue auparavant dans les rues de Charleroi, au cours de laquelle un policier aurait tué par accident un *car jacker*.

Le manque de policiers à Charleroi crée un malaise et le surcroît de travail a des conséquences malheureuses.

Une intervention rapide sur le terrain est requise.

Les 195 policiers supplémentaires annoncés par le ministre risquent de ne pas arriver avant 8 ou 9 mois.

Or, de nombreux policiers demandent d'ores et déjà leur mobilité tant les conditions de travail sont exécrables.

Ne faudrait-il pas réfléchir à des incitants pour encourager les policiers à rester à Charleroi ? L'idée de la prime salariale, qui avait été émise à un moment donné, est-elle toujours d'actualité ? Pourrait-elle être prise en charge par le fédéral ?

09.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Les autorités sont attentives à la situation préoccupante à Charleroi. Le 26 février, le premier ministre, la ministre de la Justice et moi-même nous rendrons sur place afin d'envisager les mesures à prendre.

J'envisage pour ma part des mesures pour contrer le déficit de policiers.

Une réunion a eu lieu chez le premier ministre ce matin.

J'ai déjà expliqué, en commission, les mesures que j'ai prises sans attendre ces événements : le plan d'action « Charlequint », le renfort de la réserve fédérale, les corps d'intervention de Mons et de Nivelles. De plus, les zones de l'arrondissement de Charleroi ne doivent plus fournir de capacité hypothéquée en dehors de leur zone.

En ce qui concerne la prime, je suis réticent car l'expérience montre que ce système a des effets pervers sur les zones avoisinantes. Mais cet élément est pris en considération.

09.03 Véronique Salvi (cdH) : Il faudra réfléchir à la situation d'urgence mais aussi au côté humain, en termes notamment de suivi psychologique des policiers.

09.04 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Il ne faut pas oublier l'autonomie locale : une responsabilité est à prendre par l'autorité locale. Mais le fédéral est prêt à la soutenir.

L'incident est clos.

10 Question de M. Filip De Man au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'accès au système Eurodac par les services de police" (n° P1755)

10.01 Filip De Man (Vlaams Belang) : Le ministre allemand de l'Intérieur propose d'octroyer aux services de police un accès à la base de données Eurodac où sont conservées les empreintes digitales d'illégaux et de réfugiés politiques. Dans le quotidien *De Morgen*, le ministre Dewael, estimant que l'objectif ne saurait consister à criminaliser une catégorie de la population, s'est déclaré défavorable à cette proposition. Curieusement, il considère donc les illégaux comme faisant partie de notre population et estime qu'il convient de préserver la dignité des groupes concernés, ceci toutefois au détriment du fonctionnement des services de police. Pourquoi le ministre ne suit-il pas l'exemple de son collègue ?

10.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : M. De Man ne laisse passer aucune occasion de faire étalage de sa xénophobie. Pour lui, les réfugiés politiques, les demandeurs d'asile et les illégaux sont tous à mettre dans le même panier et s'apparentent probablement, par définition, à des criminels. Je me demande comment son discours haineux est perçu dans ses propres rangs. Il existe clairement des tensions entre la ligne raciste pure et dure de M. De Man et l'attitude plus souple de Mme Morel. (*Protestations sur les bancs du Vlaams Belang*) Je me réjouis de la fébrilité de M. Annemans.

Fait personnel

10.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Le ministre prononce ici un discours digne d'un congrès du VLD au lieu de répondre à la question posée. Le Parlement n'est pas un cirque !

Le **président** : Si je devais intervenir à chaque digression, nous progresserions nettement plus vite. Le ministre va répondre.

10.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Il ne s'agit pas d'un ministre mais d'un propagandiste VLD.

Le **président** : Il n'y a rien de déshonorant à faire partie du VLD.

10.05 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Contrairement à ce que prétend M. De Man, Eurodac n'est pas une base de données d'illégaux. Il s'agit de demandeurs d'asile. Pour M. De Man, cela ne fait évidemment aucune différence. Le but d'Eurodac est d'éviter le *shopping* de l'asile. Il s'agit d'un objectif administratif et non policier. Contrairement à ce que pense M. De Man, tous les demandeurs d'asile ne sont pas des criminels. Il serait dès lors exagéré d'accorder aux services de police un accès illimité à cette base de données. Une décision visant à permettre à la police d'accéder à toutes sortes de bases de données administratives serait contraire aux principes de protection de la vie privée. L'autorisation de consulter les données d'Eurodac ne peut être donnée que dans le cadre d'une instruction pénale et sous la surveillance d'un magistrat. À cet égard, les étrangers doivent pouvoir bénéficier de la même protection que les Belges.

10.06 Filip De Man (Vlaams Belang) : Je n'ai pas prétendu que tous les illégaux et demandeurs d'asile étaient des criminels, mais il va de soi qu'il s'en cache un bon nombre parmi eux !

Le site web de l'Union européenne indique qu'Eurodac collecte les empreintes digitales de demandeurs d'asile et d'illégaux. Je n'ai donc commis aucune erreur sur ce point. Le ministre s'en prend à moi mais je me suis borné à défendre une proposition de son collègue allemand.

10.07 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : L'objectif d'Eurodac est de permettre que la Convention de Dublin soit respectée. Il s'agit d'une banque de données relative aux demandeurs d'asile mais elle comprend bien entendu des illégaux également. Je réponds catégoriquement par la négative à la question de savoir si cette banque de données doit être accessible sans restriction aux services de police et je défendrai également cette position à l'échelon européen. Si mon collègue allemand a un autre point de vue à ce sujet, c'est son problème. Différents États membres ont déjà indiqué qu'ils ne sont pas d'accord avec lui.

10.08 Filip De Man (Vlaams Belang) : L'accès à Eurodac est très important pour la police qui peut travailler plus rapidement et plus efficacement grâce à cet outil. Je me réfère au terrible cas de Kelly Hesters, une employée de magasin qui a failli être assassinée par un demandeur d'asile qui avait déjà commis un meurtre en Allemagne. Il est essentiel que la police ait accès à ces données.

L'incident est clos.

11 Question de M. Mohammed Boukourna au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la prise en charge éducative des enfants détenus en centre fermé" (n° P1756)

11.01 Mohammed Boukourna (PS) : Hier, la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente a présenté une étude sur l'enfermement des enfants dans les centres pour étrangers. Cette étude nous intéresse tant par sa pédagogie et ses enseignements que par sa méthode d'élaboration et par les propositions concrètes auxquelles elle aboutit. Les auteurs jugent l'enfermement d'enfants contraire à certains principes. Ils plaident pour que la logique sécuritaire fasse place à une logique sociale ainsi que pour l'amélioration des conditions d'existence dans les centres.

Avez-vous rencontré des responsables de la Ligue ? Avez-vous étudié leurs propositions ? Que leur répondez-vous ?

L'étude que vous avez accepté de faire réaliser sur les alternatives à l'enfermement sera-t-elle terminée en février ? Quand la présenterez-vous au Parlement ?

11.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : J'étudie actuellement les conclusions de l'étude et j'ai demandé à mon administration d'examiner les possibilités de mettre en œuvre certaines propositions de la Ligue de l'enseignement.

Je n'ai toutefois pas attendu cette étude pour prendre des mesures en vue d'humaniser les centres fermés. Le budget 2007 prévoit une amélioration de l'encadrement et de l'accompagnement dans les centres par l'engagement de cinquante-sept personnes supplémentaires, dont des éducateurs et des enseignants. J'ai également demandé aux Communautés de détacher du personnel enseignant dans les centres. La Communauté flamande a réagi positivement à ma demande ; la ministre Arena n'a pas encore répondu.

Quant aux résultats de l'étude sur les alternatives à la détention en centre fermé, je devrais les recevoir à la fin du mois.

11.03 Mohammed Boukourna (PS) : Nous devons débattre au Parlement du cas des familles avec enfants. Comme le souligne le Haut Conseil, le fait que ces enfants soient déracinés n'enlève pas à l'État le devoir d'assurer leur éducation.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Marie Nagy au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le Plan national climat" (n° P1763)

12.01 Marie Nagy (ECOLO) : Dans quelques heures aura lieu l'action des organisations de protection de l'environnement qui nous invitent à éteindre nos lumières pendant cinq minutes. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques (GIEC) est sur le point de remettre son rapport sur le réchauffement climatique.

Quelles mesures concrètes la Belgique a-t-elle prises ces derniers mois pour réduire sa production de gaz à effet de serre ? Soutenez-vous des initiatives de type étiquetage des produits afin que les consommateurs puissent connaître le coût carbone des biens qu'ils achètent ? Avec ma collègue, Mme Gerken, nous avons déposé une proposition de résolution allant dans ce sens.

12.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Je partage votre préoccupation et celle du GIEC par rapport au réchauffement climatique.

L'étiquetage existe déjà pour de nombreux produits, tels que les réfrigérateurs, mais je ne pense pas que cela suffise pour réduire les émissions de CO₂ en Belgique ; cela semble bien fonctionner pour les réfrigérateurs par exemple, et le site internet que j'ai mis en place fonctionne bien.

Aucune mesure ne suffira, à elle seule, à réduire de 10 % nos émissions.

C'est avant tout au niveau international que l'on devra pouvoir imposer de telles mesures, ce qui n'est pas encore le cas. Je soutiens pleinement l'initiative de la Commission européenne de fixer un objectif de 20 %, et sa volonté d'atteindre 30 % pour 2020.

12.03 Marie Nagy (ECOLO) : J'attendais que vous nous parliez de mesures réelles. Que pensez-vous, par exemple, de la proposition de l'Union européenne concernant les normes maximales d'émission de CO₂ pour les voitures mises en vente ?

12.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Si l'on arrive à un accord, je soutiendrai cette proposition. En matière de normes d'émission de CO₂ pour les véhicules, la Belgique s'est toujours alignée sur la position de l'Allemagne mais, dans le cadre du Conseil Environnement, le ministre de l'Environnement allemand est bloqué par Mme Merkel, ce que je regrette.

12.05 Marie Nagy (ECOLO) : La Belgique ferait mieux de donner l'impulsion plutôt que de se ranger derrière celui qui gagnera. L'action au niveau national et au niveau des Régions est importante aussi.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de l'Emploi sur "les infractions au règlement de travail dans les restaurants autoroutiers" (n° P1764)

13.01 Colette Burgeon (PS) : De nombreuses infractions ont été constatées lors de l'inspection qui a eu lieu le 25 janvier dans une trentaine de restaurants routiers appartenant à sept entreprises indépendantes. Certains travailleurs seraient payés 2 euros de l'heure - 450 euros par mois ! Seuls les sous-traitants seraient concernés par les sanctions, mais pas les propriétaires.

Dans la loi-programme de décembre 2006, il était question de lutter contre la fraude sociale, mais on ne s'est pas encore donné les moyens de concrétiser la solidarité financière entre propriétaires et sous-traitants. Il faut responsabiliser les donneurs d'ordres.

Quelles mesures prendrez-vous en ce sens ?

13.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en français*) : Cette inspection a notamment révélé des problèmes de rémunération des travailleurs - 2 euros de l'heure - , des infractions concernant la durée du travail - jusqu'à 14 heures de travail par jour - et des infractions présumées au statut d'indépendant.

Je suis en train de finaliser un projet de loi concernant la responsabilité principale pour les propriétaires et pour les sous-traitants.

J'espère obtenir l'accord du gouvernement d'ici deux à trois semaines.

13.03 Colette Burgeon (PS) : J'espère que le projet de loi sera suffisamment percutant pour empêcher ce type d'exploitation et créer une solidarité entre les propriétaires et les sous-traitants.

L'incident est clos.

14 Question de M. Stijn Bex au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'Europe sans tabac" (n° P1759)

14.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Le commissaire de l'UE à la Santé a présenté le 30 janvier le Livre Vert de la Commission " *Vers une Europe sans fumée de tabac : les options stratégiques au niveau de l'UE* ". Je voudrais féliciter le ministre de l'arrêté royal instaurant l'interdiction de fumer dans l'horeca, une mesure qui en plus d'être efficace sur le terrain, malgré certaines lacunes, bénéficie du soutien d'un nombre de plus en plus important de personnes. Étant donné précisément ce soutien de plus en plus large, j'ai déposé une proposition de loi tendant à instaurer une interdiction complète de fumer dans le secteur horeca, proposition qui a pu compter hier, en commission, sur le soutien du ministre ainsi que de Mme D'hondt.

Outre une description des effets sur la santé et des coûts du tabagisme passif ainsi que des mesures déjà prises aux niveaux national et européen, le Livre Vert contient également le projet de la Commission d'instaurer une interdiction complète de fumer et pose la question de savoir quelle action réglementaire les États membres attendent de l'UE. Quel avis la Belgique rendra-t-elle pour le 1^{er} mai ?

14.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Un compromis a été réalisé au sein du gouvernement, en concertation avec le secteur horeca, en ce qui concerne l'interdiction de fumer. Je suis partisan d'une interdiction générale de fumer. Le débat est en cours au niveau européen, et nous devons nous demander quelle position la Belgique adoptera dans ce débat. Ma position personnelle consiste à dire qu'une harmonisation de la réglementation en matière d'interdictions de fumer est souhaitable à l'échelle européenne.

Au demeurant, je m'étonne que les autorités européennes n'interviennent dans ce débat que maintenant. Entre-temps, quatorze pays ont déjà pris des mesures. Et même maintenant, les instances européennes n'ont pas encore pris de décision mais se bornent à donner un aperçu des différentes possibilités qu'elles ne précisent pas suffisamment, de surcroît. Je suis pour que tous les États membres suivent le même cap. J'ignore si le gouvernement fédéral partagera mes vues puisque le débat sur cette question n'a pas encore eu lieu.

14.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Il est clair qu'à terme, nous allons évoluer vers un secteur horeca d'où le tabagisme sera banni totalement. La question est de savoir si, en Europe, la Belgique jouera à cet égard un rôle de pionnier ou non.

Je voudrais lancer un appel à mes collègues des partis de la majorité pour qu'ils demandent à leurs ministres de soutenir à l'échelon européen la proposition tendant à promouvoir l'interdiction de fumer dans l'horeca. D'ici au 1^{er} janvier 2008, nous pourrions alors instaurer en Belgique une interdiction générale de fumer en donnant aux acteurs de terrain la possibilité de s'y préparer.

Fait personnel

14.04 Greta D'hondt (CD&V) : En commission, Mme Muylle et moi-même avons dit combien nous paraissait absurde une mesure qui interdit de fumer dans les locaux d'un club de jeunesse et autorise de fumer dans un café, sauf si le club de jeunesse est autorisé à vendre des boissons spiritueuses. Nous sommes disposés à aider la majorité à corriger la loi mais le gouvernement doit en prendre l'initiative. Nous ne préconisons pas d'autoriser à nouveau le tabagisme dans les maisons des jeunes mais voulons souligner l'impraticabilité de cette mesure sur le terrain.

Le **président** : Madame D'hondt, vous m'avez bien eu avec votre demande concernant un prétendu fait personnel. (*Sourires*)

14.05 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Notre objectif n'est évidemment pas d'autoriser les clubs de jeunes à vendre des boissons spiritueuses, afin que l'on puisse y fumer. Par le passé, il était d'ailleurs également interdit de fumer dans les clubs de jeunes. La réglementation actuelle résulte d'un compromis au sein du gouvernement.

14.06 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Je souhaiterais inviter nos collègues du CD&V à ne pas attendre une initiative du gouvernement. J'ai moi-même également déjà déposé une proposition de loi. J'attends donc une proposition de collaboration du CD&V.

L'incident est clos.

15 Question de M. Jacques Germeaux au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la canicule en Belgique en juillet 2006" (n° P1760)

15.01 Jacques Germeaux (VLD) : J'ai été désagréablement surpris de lire hier dans différents journaux que la canicule qui a frappé la Belgique l'été passé se classe en cinquième position sur une liste de catastrophes naturelles établie par les Nations Unies. La canicule de juillet aurait entraîné 940 décès. En France, elle a provoqué une crise importante mais ce ne fut pas le cas en Belgique. Je ne conclurais donc pas immédiatement à une catastrophe.

Je déplore essentiellement la communication à ce sujet. D'où provient le chiffre relatif au nombre de victimes ? Comment en arrive-t-on à publier une information sans nuances ? Pourquoi les Nations Unies reproduisent-elles ce chiffre arbitrairement, sans vérifier s'il est bien exact ? Au cours des dix dernières années, d'importants progrès ont été enregistrés en matière de santé publique et je crains qu'une telle communication réduise une nouvelle fois cette bonne politique à néant.

15.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Je suis entièrement d'accord avec M. Germeaux. La manière dont ces chiffres ont été utilisés est scandaleuse !

En juillet 2006, 9.229 décès ont été enregistrés dans notre pays alors qu'en juillet 2005, ils étaient au nombre de 8.289. Ces chiffres doivent néanmoins également être comparés avec le nombre de décès au cours des mois précédents et suivants. Ils sont par exemple déjà compensés par ceux de mai et de juin 2006. Les différents pics de chaleur correspondent en effet à un nombre accru de décès mais il s'agit en l'occurrence essentiellement de décès prématurés. Nous devons donc réaliser des mesures sur une période plus longue. Au cours des semaines à venir, nous disposerons également des chiffres pour les mois d'août et de septembre et une étude épidémiologique ne pourra être réalisée qu'ensuite.

Si nous ne faisons pas preuve de prudence lors de l'utilisation de tels chiffres, l'analyse perd son efficacité. Il est déplorable que le débat soit mené de manière aussi caricaturale.

15.03 Jacques Germeaux (VLD) : Une nouvelle mentalité, axée sur une approche positive de la santé, doit voir le jour. Cessons d'effrayer les gens en agitant le spectre de toute une série de fléaux, car cela mène à des consommations excessives ou abusives qui n'apportent rien à personne. (*Applaudissements*)

L'incident est clos.

16 Question de Mme Greet van Gool au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les voyageurs ferroviaires à mobilité réduite" (n° P1765)

16.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Il n'est pas aisé, pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, de prendre le train. La semaine passée, une rampe mobile a dû être mise hors service en gare de Sint-Niklaas, et il a fallu longtemps pour qu'elle soit remplacée. Qu'entreprendra la SNCB pour résoudre plus rapidement ou éviter ce genre de problème à l'avenir ?

Les personnes atteintes d'un handicap éprouvent également des difficultés à atteindre la gare ou à se rendre à leur destination depuis celle-ci. La semaine dernière, un projet visant à implanter des points-vélo en collaboration avec des entreprises d'économie sociale a été lancé en Flandre. L'apport de ces sociétés

pourrait également faciliter l'accès aux gares des personnes à mobilité réduite. La SNCB tiendra-t-elle compte du transport de porte à porte et envisagera-t-elle d'associer d'autres organisations à cette réflexion ?

Une information rapide et précise est essentielle pour les personnes à mobilité réduite. Il serait dès lors indiqué de créer un point d'information centralisé. Où en est ce dossier ?

16.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*néerlandais*) : Je pense comme vous qu'il convient d'accorder davantage d'importance à la mobilité des personnes handicapées. Un atelier de travail a été consacré récemment au transport de porte à porte. Les idées issues de ce *workshop* seront traitées dans le cadre des activités d'un groupe de travail multidisciplinaire au sein duquel les entreprises d'économie sociale pourront également jouer un rôle. Le holding SNCB a déjà commandé un audit à ce sujet.

Un budget est également prévu pour l'acquisition d'un plus grand nombre de rampes mobiles. Je prendrai contact avec les ministres des Régions afin de développer davantage encore la collaboration avec d'autres moyens de transport.

Une nouvelle brochure destinée aux voyageurs à mobilité réduite est actuellement imprimée. Les informations concernant l'affectation du personnel et du matériel sont mises à jour quotidiennement sur le site internet. Le *call center* a été centralisé depuis le 16 avril 2006. Dans l'intervalle, nous avons reçu 1.100 demandes dont 2 % seulement n'ont pu être honorées. Des 98 % de demandes qui ont reçu une réponse positive, 1,8 % seulement a fait l'objet ultérieurement d'une plainte de l'utilisateur. Les chiffres montrent que nous avons progressé.

Enfin, une étude sera consacrée à la création d'un point de rencontre. La SNCB s'occupe donc très expressément de ce problème.

16.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Je me félicite que le secrétaire d'État et la SNCB accordent la priorité à la lutte contre les problèmes de mobilité. La société doit rester accessible à tous. Par ailleurs, le groupe de personnes à mobilité réduite ne cessera de croître en raison du vieillissement de la population.

L'an dernier, j'ai organisé une journée d'étude à ce sujet en collaboration avec M. Delizée. À l'époque, nos constatations avaient débouché sur une résolution. J'espère que celle-ci pourra encore être inscrite à l'ordre du jour avant la dissolution de la Chambre.

L'incident est clos.

17 Agenda

17.01 Pieter De Crem (CD&V) : Quoiqu'il n'ait pas abordé le sujet hier en Conférence des présidents, le président souhaite, semble-t-il, écourter les vacances de Pâques d'une semaine ; c'est du moins ce que nous apprend le journal *Het Laatste Nieuws*. Il motive sa démarche en arguant qu'il reste encore trop de pain sur la planche : de nombreux projets de loi très importants doivent encore être examinés, il y a la déclaration de révision de la Constitution, peut-être faudra-t-il encore prendre des mesures à l'issue du contrôle budgétaire du mois de mars, ... À en croire le quotidien, le président ne s'attend pas à ce que quelqu'un s'oppose à sa proposition. Je voudrais réagir en demandant : *quelle* proposition ? Même les services ne sont pas au courant !

Les vacances de Pâques seraient donc écourtées "parce qu'il y a trop de travail". Une réflexion s'impose peut-être sur ce que nous avons déjà réalisé depuis la rentrée parlementaire. Nous avons commencé en octobre par la déclaration de politique générale du gouvernement qui nous a été présentée par la doublure de Martin Luther King, et nous avons ensuite examiné une poignée de lois portant des dispositions diverses et quelques lois-programmes. Tout cela était deux fois rien, comme le contrôle budgétaire d'ailleurs. La formation des magistrats a été votée à la hussarde parce qu'il fallait absolument encore nommer quelques amis politiques du PS. Et n'oublions évidemment pas le projet de loi sur les élections, projet capital s'il en est : grâce à ce texte, l'emblème du parti pourra bientôt figurer sur les bulletins de vote !

Les projets relatifs à l'arriéré judiciaire et à l'internement se situent encore au stade de l'examen en commission. Les projets de loi concernant la lutte contre la corruption, le statut des militaires et la création du

Centre d'expertise ont en revanche déjà été adoptés. Pour le surplus, il a été abondamment question de fourrure : la fourrure de phoque, la fourrure de chat et la fourrure de chien...

En l'espace de seize semaines, nous n'avons adopté que seize projets de loi, soit un seul par semaine ! Pourtant, selon le président, la Chambre est active en permanence et s'impose même à présent un abrègement volontaire des vacances de Pâques. Très bien ! S'il subsiste tant de travail, qu'on supprime totalement les vacances de Pâques !

Le président n'est-il pas gêné ? Lors de la Conférence d'hier, il est encore resté impassible. Il a manifestement reçu un coup de fil l'après-midi de son voisin résidant quatre maisons plus loin. Les sondages d'opinion ne sont pas bons. Donc, le gouvernement doit encore proposer du nouveau. Voilà ce qui s'est passé. Tout cela n'a rien à voir avec du travail législatif de qualité. (*Protestations sur les bancs du VLD*)

N'hésitez pas à déposer les projets de loi ! Je proposerai la semaine prochaine en Conférence des présidents que la proposition de révision de la Constitution et l'ensemble des projets en cours soient examinés immédiatement. Le CD&V est même prêt à sacrifier le congé de carnaval pour ce faire ! (*Tumulte*)

Le président : Nous n'avons en effet pas pris de décision hier à propos des vacances de Pâques lors de la Conférence mais nous en avons néanmoins discuté une bonne dizaine de minutes. Les commissions ont encore énormément de travail, la commission de la Justice se réunit même ce week-end pendant deux jours *extra muros* ! Si nous voulons terminer nos travaux avant la dissolution, il sera peut-être nécessaire de reprendre nos activités le mardi qui suit Pâques. Lorsque la presse m'a appelé, j'ai déclaré que je formulerais une proposition en ce sens.

17.02 Pieter De Crem (CD&V) : L'obligation pour la commission de la Justice de se réunir *extra muros* est peut-être due au fait que la présidente de la commission n'est pas capable d'en organiser les travaux.

Le président : Nous pouvons voter plus tard à ce sujet. Nous en discuterons en Conférence des présidents.

Projets de loi et propositions

18 **Projet de loi modifiant l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (2769/1-2)**

- **Proposition de loi abrogeant l'article 107 de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 portant coordination des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et supprimant le Fonds d'équipements et de services collectifs (661/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

18.01 Danielle Van Lombeek-Jacobs, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

18.02 Maggie De Block (VLD) : Dans notre système institutionnel complexe, des conflits surviennent aisément avec les Communautés. C'est ainsi qu'une controverse est née au sujet du subventionnement de la garde d'enfants par le Fonds d'équipements et de services collectifs. Un arrêt de la Cour d'arbitrage a donné lieu à un débat juridique. Le présent projet de loi offre un cadre juridique rendant acceptable dans notre ordre constitutionnel la compétence de l'autorité fédérale en la matière.

Le Fonds reste compétent pour l'accueil extrascolaire des enfants, l'accueil des enfants malades, l'accueil flexible d'enfants et l'accueil d'urgence. Cette politique s'inscrit parfaitement dans le prolongement de mesures que l'autorité fédérale a prises précédemment pour augmenter le taux d'occupation dans notre pays. Il est à espérer que le présent projet de loi atteigne aussi cet objectif ambitieux au bénéfice des femmes.

Le Fonds accorde une allocation supplémentaire par enfant qui est versée directement aux initiatives d'accueil. Nous aurons ainsi une sorte de système du tiers payant comme dans les soins de santé et une

ligne de démarcation nette sera tracée entre les compétences des autorités flamande, wallonne et fédérale.

Enfin, il est bel et bien tenu compte par le biais d'un accord de coopération des compétences des Communautés et des Régions en la matière, ce qui permet également de contrôler la qualité des initiatives. L'apport de 150 millions d'euros supplémentaires au fonds met fin à un gel du financement, imputable à un manque de moyens, qui aura duré plusieurs années. Une telle injection financière était absolument nécessaire pour l'accueil extrascolaire et l'accueil flexible. À l'heure actuelle, de nombreux parents ne trouvent pas de structure d'accueil convenable avant et après l'école et s'ils sont astreints à des horaires de travail particuliers.

L'accord de coopération à conclure doit offrir des garanties sur le plan de la surveillance de la qualité. Les formalités administratives doivent par ailleurs être réduites au minimum de manière à ce que les initiatives aient à souffrir le moins possible du double financement et de la double compétence. Il est heureux que la distorsion au niveau de la répartition des subsides disparaît en grande partie.

J'espère qu'à présent de nombreuses nouvelles initiatives en matière d'accueil des enfants verront le jour.
(*Applaudissements*)

18.03 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Au projet de loi est jointe une proposition de loi du Vlaams Belang qui ramène le débat à l'essentiel. Le projet est en grande partie le résultat d'un certain nombre d'arrêts de la Cour d'arbitrage qui ont obligé le ministre à élaborer une solution à *la belge*.

Nous continuons à estimer que l'accueil des enfants devrait relever exclusivement des Communautés. Nous sommes bien sûr également favorables à un accueil extrascolaire de qualité, mais il appartient aux Communautés d'organiser celui-ci. C'est la raison pour laquelle nous n'adopterons pas ce projet de loi. J'attends avec impatience de connaître le comportement de vote de mes collègues du CD&V et de la NV-A, eux qui se prétendent les grands défenseurs de la cause flamande. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2769/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 Projet de loi portant diverses modifications en matière d'accises (2831/1-3)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Le rapporteur, M. Van der Maelen, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2831/3)

Le projet de loi compte 8 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 Proposition de résolution relative à la création d'un Institut d'analyse des accidents de la route (1882/1-4)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1882/4)

La discussion est ouverte.

Le **président** : Le rapporteur, M. Van Campenhout, se réfère au rapport écrit.

20.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : Le président déclare que M. Van Campenhout se réfère à son rapport mais je n'aperçois pas ce dernier. S'agit-il de télépathie entre le président et lui ? Je déplore qu'en commission de l'Infrastructure notamment, les candidatures de membres du Vlaams Belang à la fonction de rapporteur soient systématiquement rejetées. Nous serions, quant à nous, toujours présents. Je demanderais donc que le rapporteur soit présent lui-même ou valablement excusé.

Le **président** : Ma conclusion était peut-être un peu rapide mais lorsqu'un rapporteur est absent, je considère systématiquement qu'il se réfère à son rapport. Le rapport est court en l'occurrence mais la problématique a néanmoins été abordée lors de trois réunions.

M. Van Campenhout vient de nous rejoindre et peut dès lors faire rapport s'il le souhaite.

20.02 Ludo Van Campenhout (VLD) : Je ne comprends pas bien la nervosité de M. Mortelmans. Peut-être a-t-il subi quelques frustrations récemment à Lierre ? (*Sourires*)

Je me réfère en effet au rapport écrit.

20.03 Guido De Padt (VLD) : Le nombre de victimes sur nos routes diminue depuis plusieurs années déjà. La disponibilité de statistiques relatives à la circulation routière a été sensiblement améliorée et dès que le système sera entièrement opérationnel, il faudra examiner de manière approfondie les conditions dans lesquelles des accidents se produisent. L'étude en la matière en est encore à ses premiers balbutiements en Belgique.

Nous espérons que cette proposition de résolution relative à la création d'un Institut d'analyse des accidents de la route pourra contribuer à un changement profond des mentalités. Les connaissances scientifiques sont en effet indispensables pour pouvoir mener une politique de la circulation routière efficace, axée sur une nouvelle baisse du nombre de victimes.

Des mesures non fondées produisent un effet contre-productif et les mesures en matière de circulation routière mises en œuvre au cours des dernières années n'étaient pas toutes correctement étayées. La récente réforme de la formation à la conduite a notamment donné lieu à une discussion interminable mais personne ne dispose de la connaissance scientifique quant à savoir quel modèle de formation produira les meilleurs résultats. L'implication des camions dans les accidents de la route constitue un autre exemple. Des mesures sont proposées sans que quelqu'un puisse répondre à la question de savoir pourquoi le nombre d'accidents impliquant des camions continue à croître.

C'est pourquoi nous plaillons dans cette résolution pour la création d'un institut indépendant de support stratégique chargé de l'analyse des accidents de la route. Les responsables seront chargés d'élaborer des programmes d'action visant à prévenir les accidents et reposant sur une responsabilité partagée entre l'usager de la route, le véhicule et l'infrastructure.

20.04 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : Aucun ministre n'est présent pour l'instant. Or, une résolution est une demande adressée au gouvernement. Je ne puis m'empêcher de penser que les ministres ont débuté les vacances de Pâques anticipativement.

Le **président** : Le ministre Dewael est sur le point de nous rejoindre.

20.05 Guido De Padt (VLD) : Le gouvernement doit veiller à une meilleure collaboration entre la justice, la police, le secteur médical et les assurances. En outre, l'analyse doit être menée en toute indépendance et identifier les causes des accidents pour aboutir ainsi à une meilleure législation. Les analyses encore demandées actuellement par la justice et les assurances portent principalement sur les dommages-intérêts et les responsabilités.

Le gouvernement doit tenir dûment compte des résultats et des recommandations de l'institut. Il doit également promouvoir la collaboration avec d'autres États membres européens et tendre vers une méthodologie et une stratégie d'analyse commune. La résolution exécute une recommandation des États généraux belges de la sécurité routière mais s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action par lequel la Commission européenne entend réduire de moitié le nombre de tués sur les routes d'ici à 2010.

L'assise sociale dont cette proposition bénéficie est très grande, à notre estime, et c'est tout bénéfique pour la crédibilité de la politique en matière de circulation routière. Depuis plusieurs années déjà, tous les usagers de la route demandent que l'analyse des accidents de la route soit améliorée.

Le *Belgian Accident Research Team* de l'Institut belge de la sécurité routière (IBSR) ne peut constituer qu'une première étape. À terme, l'analyse des accidents en tant que support de la politique doit devenir la pierre angulaire de la politique en matière de circulation routière. Il faut que le gouvernement mette rapidement en œuvre cette résolution. (*Applaudissements*)

20.06 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : Cette résolution concrétise une ancienne revendication de mon parti qui figurait dans notre programme électoral en 2004. Toutefois, il faudra l'appliquer rapidement dans la pratique. La création de l'institut est déjà en cours mais il faudra organiser la coopération entre tous les services concernés – les tribunaux, les compagnies d'assurances, les médecins. De plus, nous aurions préféré que cette compétence soit attribuée aux Communautés. Je me réjouis que d'autres collègues, membres d'autres partis, préféreraient aussi un autre niveau que le fédéral. Si M. Landuyt dit de lui-même qu'il est fédéraliste et régionaliste, il n'a malheureusement pas réussi à régionaliser la sécurité routière. Les francophones, pour leur part, ont obtenu satisfaction sur différents points de l'accord de gouvernement, comme la loi Francorchamps et les licences d'exportation d'armes.

Cependant, nous soutiendrons la résolution avec conviction.

Le **président** : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

21 Proposition de résolution relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité obligatoires pour les vélos et leurs éléments (1085/1-4)

- Proposition de résolution relative à l'instauration d'un éclairage de qualité pour les vélos et de normes de qualité en ce qui concerne leurs éléments (2326/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux propositions de résolution. (*Assentiment*)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85,4) (1085/4)

La discussion est ouverte.

21.01 Jef Van den Bergh, rapporteur : Les deux propositions de résolution ont été examinées conjointement lors de la réunion de commission du 17 janvier 2007. M. De Padt a insisté sur la nécessité d'établir des normes de qualité et de sécurité supplémentaires pour les vélos et leurs éléments. Il a en outre plaidé pour la mise en place d'une réglementation au niveau européen. La proposition de M. Casaer est fort proche de celle de M. De Padt. M. Casaer a en outre proposé l'élaboration d'un code déontologique dans l'attente de normes fortes. Il estime également qu'il conviendrait d'organiser un test de sécurité avant que certains produits ne puissent être commercialisés.

La commission a décidé de prendre comme base de discussion la proposition de M. De Padt et d'y adjoindre deux éléments supplémentaires provenant de la proposition de M. Casaer.

Tous les groupes présents étaient favorables au principe de l'établissement de normes de qualité. J'ai moi-même soulevé la question de la conformité avec les dispositions appliquées dans d'autres États membres de l'UE. Par ailleurs, l'objectif relatif à l'établissement de normes de qualité figure déjà dans le Plan total vélo d'il y a trois ans. Le gouvernement doit donc dès à présent appliquer la recommandation. Mme Vautmans a évoqué le risque d'une augmentation de la pression administrative pouvant nuire aux entreprises. M. Casaer a répondu que le secteur pourrait lui-même organiser le code par le biais d'un label de qualité. M. De Padt a proposé de stipuler expressément dans la résolution qu'il s'agirait d'un code émanant du secteur lui-même. La discussion a conduit à la présentation d'un amendement supplémentaire élargissant le champ d'application du code à tous les fabricants de vélos et d'éléments pour vélos et stipulant que le secteur élabore lui-même le code.

Le ministre Landuyt a affirmé qu'il soutenait les objectifs visés par la résolution. La commission a adopté la résolution à l'unanimité. (*Applaudissements*)

21.02 Guido De Padt (VLD) : Les vélos coûtent de moins en moins cher et on peut les acheter un peu partout. Ils ne sont cependant soumis à aucune exigence technique, sauf en ce qui concerne les réflecteurs et les pneus réfléchissants. Il ressort d'une étude menée par le *Fietzersbond* et Test Achats que cette situation n'est pas de nature à garantir la sécurité. Le gouvernement a déjà pris une série de mesures pour augmenter la sécurité des cyclistes mais aucune d'entre elles ne concerne l'engin proprement dit.

Les vélos peuvent présenter toute une série de vices cachés mais la situation est particulièrement grave pour les vélos destinés aux enfants et aux jeunes. Parfois, les poignées de freins ne sont même pas adaptées à la taille d'une main d'enfant !

Il existe dans notre pays des règlements techniques pour les motocyclettes, les motos et les autos. En ce qui concerne les vélos, la norme belge enregistrée NBN DIN 79100-2 pourrait constituer une bonne base de départ.

La présente résolution s'inscrit dans le cadre de l'objectif du gouvernement de stimuler l'usage de la bicyclette. Il est inutile de construire de nouvelles pistes cyclables si les vélos eux-mêmes ne sont pas sûrs. C'est la raison pour laquelle les normes devraient devenir contraignantes à terme.

Il convient toutefois d'être prudent étant donné que des règles propres à la Belgique pourraient être considérées comme constituant une entrave au libre marché. Le gouvernement doit insister sur l'élaboration d'une directive européenne. Dans l'attente de celle-ci, les fabricants pourraient eux-mêmes élaborer un code déontologique bénéficiant d'un large soutien. Pour éviter de nuire aux entreprises, le secteur devrait lui-même élaborer le code en limitant au maximum les formalités administratives.

21.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Les accidents impliquant des cyclistes sont encore trop fréquents. Ils résultent parfois de l'imprudence du cycliste lui-même ou d'autres usagers de la route, parfois d'une mauvaise infrastructure mais également encore trop souvent d'éléments défectueux. Par cette résolution,

nous souhaitons mettre fin à cet état de choses. Le *Fietzersbond* comme Test-Achats avaient déjà plaidé en ce sens par le passé. Il convient de prévoir des normes minimales et, dans l'attente d'une réglementation européenne en la matière, nous estimons qu'il incombe au gouvernement belge de prendre déjà des initiatives pour empêcher la commercialisation de produits de mauvaise qualité dans notre pays.

21.04 Jef Van den Bergh (CD&V) : Nous avons toujours été soucieux de la qualité des vélos. M. Dirk Claes a déjà plusieurs fois interrogé la ministre de la Protection de la consommation à ce sujet. Je déplore que cette résolution soit encore nécessaire. Le contrôle de la qualité des vélos figurait déjà dans le Plan global Vélo du ministre Anciaux en 2004. Le gouvernement n'a encore rien entrepris à cet égard et il est donc regrettable que le Parlement doive une fois de plus le rappeler à l'ordre.

Le **président** : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur les propositions de résolution aura lieu ultérieurement.

22 Proposition de résolution relative aux paradis fiscaux (2762/1-3)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2762/3)

La discussion est ouverte.

22.01 Valérie De Bue, rapporteur : Les commissaires ont entendu plusieurs experts et représentants de la société civile ainsi que l'exposé de M. Jamar, secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude fiscale. Le débat qui a suivi a notamment abordé l'équilibre entre la lutte contre les transactions financières destinées à éluder l'impôt et une politique fiscale attractive, mais aussi les listes de paradis fiscaux et l'attitude à adopter par rapport aux pays du tiers-monde.

Les groupes MR et VLD ont présenté une série d'amendements. Il a été demandé que l'on limite la non-conclusion de conventions préventives de double imposition aux pays considérés comme des paradis fiscaux par l'OCDE et que l'on étende les conventions d'échanges d'informations avec les pays dont le régime fiscal est nettement plus favorable qu'en Belgique.

L'ensemble de la résolution, telle qu'amendée, a été approuvé par 5 voix pour et une abstention.

22.02 Willy Cortois (VLD) : Par la présente résolution, il est demandé au gouvernement de coopérer pleinement à toutes les initiatives internationales et supranationales de lutte contre les paradis fiscaux et contre les pratiques de blanchiment et d'évasion, de faire intervenir notre pays dans la politique générale européenne en matière de paradis fiscaux, de prêter une assistance particulière aux pays en développement pour empêcher, par le biais de la bonne gouvernance, le pillage des richesses.

Cette résolution ne pose guère de problèmes à notre groupe politique, même si nous estimons qu'elle est fondée sur une vision trop réductrice, voire trop idéologique, du problème. Nous vivons dans un monde qui connaît une globalisation rapide, où les échanges internationaux de capitaux se déroulent à une vitesse fulgurante grâce, entre autres, au progrès technologique. Même si nous avons procédé à l'audition de spécialistes et si nous avons consacré un volumineux rapport à la question, l'approche ne fut pas assez large parce que la Commission n'a pas pris comme point de départ le fait que la Belgique a une économie ouverte.

Par ailleurs, la pression fiscale est toujours aussi forte et le système de taxation est tellement complexe que nous finissons par inciter les entreprises à monter des constructions plus ou moins légales pour échapper au fisc belge.

La réflexion n'en fut pas moins enrichissante. Notre groupe politique peut adhérer à cette résolution dans l'ensemble mais je m'abstiendrai, ainsi que quelques collègues, parce que nous estimons que la question a fait l'objet d'une approche trop restrictive.

22.03 Karine Lalieux (PS) : Les personnes très fortunées et les multinationales cherchent parmi les États ceux qui leur fourniront les plus grands avantages fiscaux. L'État doit maintenir cette attractivité envers les investisseurs et les capitaux, mais il doit aussi assurer une juste redistribution et une coopération avec les autres États..

Par opposition, les paradis fiscaux jouent les *free riders* dans une économie mondialisée où la puissance publique donne plus l'impression de subir que d'agir. Face au comportement de ces paradis fiscaux plus ou moins bien identifiés, un mouvement tend à contrer les possibilités de profiter des avantages qu'ils offrent en empêchant certains montages, en signant des accords ou des codes de bonne conduite.

Certains États, sans être des paradis fiscaux ou judiciaires au sens strict, sont *borderline*, puisqu'ils adoptent des régimes fiscaux préférentiels.

Ces États qui créent une concurrence déloyale coûtent cher à la collectivité et enfonce certains pays dans la misère. Une institution internationale devrait lutter contre l'évasion et la fraude fiscale !

La Belgique, que l'absence d'impôt sur les grandes fortunes rend parfois aguichante, n'est ni un paradis fiscal ni un État *borderline*. Elle s'est engagée – mais pas assez fort – dans la lutte contre les paradis fiscaux. Cette résolution veut aiguiller le gouvernement vers une politique plus dynamique en la matière. Elle ne transformera pas ces États à la fiscalité de voyous en États coopératifs, mais permettra de mieux contrer certaines pratiques.

Deux éléments importants : d'abord, le gouvernement devra mettre sur pied une cellule spéciale consacrée à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale via les paradis fiscaux. La création de cette cellule est tirée de l'OAG irlandais.

Un autre point important est l'adoption par notre pays des règles FIF, CFC et des règles en matière de rapportage des transactions des entreprises établies dans les paradis fiscaux. Même si je déplore qu'il faille attendre la moitié des États européens pour que cela devienne une réalité, je souligne que nous nous inscrivons dans une démarche volontariste et rejoindrons rapidement des États moins frileux que nous.

22.04 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : Par cette proposition de résolution, nous avons tenté, en commission de la Mondialisation, de rattraper le retard accumulé par la Belgique en matière de lutte contre les paradis fiscaux. L'ensemble des pays occidentaux sont de plus en plus inquiets de l'impact des paradis fiscaux sur la fiscalité et l'économie. Un rapport du Sénat américain estime à 70 milliards de dollars la perte pour le Trésor américain. Ce montant représente la somme totale consacrée par les pays riches à l'aide au développement en 2004. Le Tax Justice Network estime que 11.500 milliards de dollars, soit le tiers du produit mondial brut, ont été placés *offshore*. L'Allemagne et la France disposent également de chiffres impressionnants en la matière, alors que la Belgique n'entretient aucune statistique à ce sujet. Il faut partir du principe que la situation est comparable dans notre pays, notamment au vu de la culture de fraude fiscale fortement ancrée dans notre société.

Presque toutes les banques, y compris les banques belges, tous les grands bureaux de consultance et entreprises financières sont présentes dans ces paradis fiscaux. Cette réalité indique déjà que le jeu en vaut la chandelle. Le maintien d'une liaison aérienne vers l'île de Man constitue une autre indication de ce phénomène. Depuis novembre 2005, la *Vlaamse Luchtvaartmaatschappij* relie Anvers à cette île où il n'y a rien à voir et où l'on compte pourtant 30.000 entreprises enregistrées et 46 millions d'euros sur des livrets

d'épargne. Au troisième trimestre 2005, les banques belges ont octroyé 22,2 milliards d'euros de crédits à des entreprises implantées à Jersey, soit davantage que les crédits attribués aux sociétés de n'importe quel autre pays.

À l'échelle mondiale, l'action et la collaboration internationale contre les abus fiscaux via ces paradis fiscaux se renforcent. En Belgique, la Chambre adoptera peut-être tout à l'heure une ébauche de politique et il faut espérer que les premières initiatives pourront être prises avant même les élections. Mais ce point doit rester au centre de nos préoccupations après les élections.

En commission, une majorité a approuvé la commande d'une étude sur le sujet. Le secrétaire d'État doit à cet effet prendre contact le plus rapidement possible avec le Conseil supérieur des Finances et veiller à ce que l'étude ne soit pas attribuée à un seul bureau d'audit pour garder toute indépendance.

Si la moitié des États membres de l'Union européenne respectent les recommandations de l'OCDE en ce qui concerne les mesures à exécuter à l'échelon national, la Belgique doit les respecter également. Il s'agit ici de mesures CFC et FIF qui doivent permettre de percer à jour les écrans et les constructions des paradis fiscaux.

Selon l'exemple irlandais, une cellule spécialisée doit être constituée au sein de l'administration fiscale pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales via les paradis fiscaux, pour établir la cartographie des constructions fiscales et les faire analyser par des experts, de manière à savoir qui a recours à ce type de constructions en Belgique. Il peut en effet s'agir d'une première étape importante, mais il faut également développer une contre-politique comme en France, en Allemagne et en Irlande – des pays qui peuvent nous apporter le savoir-faire nécessaire.

La résolution recommande également de ne plus conclure de conventions préventives de la double imposition avec des paradis fiscaux et en revanche, de signer rapidement avec ces derniers des conventions portant sur l'échange d'informations. En vertu de la politique de l'OCDE, différents paradis fiscaux ont été invités avec insistance à transmettre des informations à d'autres États membres.

En commission de la Mondialisation, nous nous penchons bien sûr également sur les pays en voie de développement. Nous demandons que la Belgique aide ces pays à récupérer les montants importants qui ont été placés, notamment par des dictateurs, dans des paradis fiscaux et d'autres pays.

J'ai demandé au ministre de consulter le Conseil supérieur des Finances. Je voudrais demander au secrétaire d'État d'instaurer dans les meilleurs délais une unité spéciale au sein du ministère des Finances de sorte que nous puissions disposer d'une étude et que cette unité soit déjà en mesure de réaliser des analyses durant la prochaine législature. Les décideurs politiques pourront ainsi prendre les mesures nécessaires. *(Applaudissements)*

22.05 Bart Tommelein (VLD) : Nous regrettons que ce débat n'ait été mené qu'au sein de la commission spéciale « mondialisation » et qu'il ne se soit pas tenu aussi en commission des Finances. Il est inexact que notre groupe se refuse à lutter contre la fraude fiscale mais nous voulons avertir contre les dangers que comporterait l'imposition de certaines règles à des entreprises étrangères qui seraient ainsi dissuadées d'investir dans notre pays.

A nos yeux, la lutte contre la fraude fiscale doit aller de pair avec la lutte contre la fraude sociale. Il faut savoir faire preuve à cet égard d'efficacité car le remède ne doit pas être pire que le mal. M. Van der Maelen veut qu'une série de règles soit imposée aux filiales installées à l'étranger mais il faut se garder de poser trop d'exigences de transparence car cela pourrait avoir pour conséquence que les transferts d'avoirs d'une société belge vers l'étranger ne soient plus admis. Si, à cause de cette évolution, des entreprises étrangères décidaient de quitter notre pays, l'emploi belge en pâtirait et l'État subirait un manque à gagner. Je pense que nous ne devrions jamais prendre de mesures touchant sans discernement toutes les entreprises.

Avec, entre autres, les centres de coordination et les intérêts notionnels, le gouvernement mène une politique dont la finalité est d'inciter les multinationales à établir leur siège en Belgique et à l'y conserver. M. Van der Maelen caricature le secteur bancaire, comme s'il était inconvenant que les banques réalisent des profits. Une étude récente a montré que si, au cours de ces vingt dernières années, le secteur bancaire belge avait

connu la même croissance que d'autres secteurs d'activité de notre pays, il y aurait beaucoup plus d'emploi dans ce secteur. Ceci ne signifie pas que les banques n'ont pas réalisé de bénéfices mais à nos yeux, engranger des gains n'est pas pernicieux.

Certains membres de notre groupe s'abstiendront parce que nous estimons que la présente résolution comporte des éléments qui font en sorte qu'on jette ici, en quelque sorte, l'enfant avec l'eau du bain et parce que nous déplorons que ce débat n'ait pas été mené en commission des Finances.

22.06 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Cette résolution est le résultat du travail mené lors de plusieurs réunions qui ont permis de rapprocher les points de vue. Il appartiendra au prochain gouvernement de faire de ces recommandations ce qu'il veut.

Il serait peut-être judicieux de ne créer, comme l'Irlande, qu'une seule unité globalisée de coordination et de collaboration rassemblant divers organes comme l'Inspection spéciale des impôts, le Comité anti-fraude ou la Cellule de traitement des informations financières.

Deuxièmement, la grande difficulté réside dans la définition du paradis fiscal. Le Groupe d'action financière (GAFI) estime qu'il ne reste que cinq ou six pays à se montrer « non coopérants ». L'OCDE considère que 38 pays appliquent un régime fiscal beaucoup trop avantageux et la Belgique considère qu'il y en a 51.

En juin 2005, la Belgique a été le premier et jusqu'à présent le seul pays à répondre à toutes les recommandations de lutte anti-blanchiment et anti-terrorisme. Les deux seules remarques formulées à notre rencontre portaient sur la lutte contre les passeurs de fonds et sur le gel des avoirs des personnes suspectées d'activités illégales. Les dispositions à prendre pour y remédier seront bouclées pour la fin de la législature.

D'après la Commission européenne, 10 à 15 % du PIB belge constitue de la fraude. Le rapport McKinsey avance le chiffre de 22 %. Si le produit fiscal de cette économie souterraine pouvait refaire surface, beaucoup de sujets de préoccupation comme le vieillissement ou la santé trouveraient bien plus aisément des solutions.

Je sais que certains termes peuvent parfois heurter. J'ai fait abstraction des considérants et des motivations pour m'arrêter au caractère pragmatique de cette résolution. Je vous invite à y faire droit.

Le président : Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

23 Démission d'un membre suppléant du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles

Par lettre du 22 janvier 2007, le président du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles communique que Mme Marijke Degrieck présente sa démission en sa qualité de membre suppléant du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles.

Étant donné que Mme Marijke Degrieck appartient à la catégorie des membres nommés par la Chambre sur présentation du Conseil des ministres, il appartient au gouvernement de procéder à l'appel aux candidats pour le mandat de membre suppléant (N) du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles.

La vice-première ministre et ministre de la Justice en sera informée.

24 Demande d'urgence de la part du gouvernement

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de

loi relatif à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental (n° 2841/1).

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

L'urgence est adoptée par assentiment.

25 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de résolution de Mme Talbia Belhouari relative au renforcement des droits de voyageurs empruntant l'autocar (n° 2875/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques;
- la proposition de loi de MM. Dirk Van der Maelen, Alfons Borginon, Thierry Giet, Daniel Bacquelaine et Koen T'Sijen modifiant les lois électorales en ce qui concerne l'indication des partis politiques au-dessus des listes de candidats sur les bulletins de vote pour les élections des Chambres législatives fédérales, du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone (n° 2878/1);
- la proposition de loi de MM. Dirk Van der Maelen, Alfons Borginon, Thierry Giet, Daniel Bacquelaine et Koen T'Sijen modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en ce qui concerne l'indication des partis politiques au-dessus des listes de candidats sur les bulletins de vote (n° 2879/1). Elles sont renvoyées à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;
- la proposition de loi de M. Philippe Monfils et Mme Talbia Belhouari relative à l'organisation et au fonctionnement de l'institut royal supérieur de Défense (n° 2881/1). Elle est renvoyée à la commission de la Défense nationale.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Votes nominatifs

26 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- **M. Jef Van den Bergh sur "l'échec de la nouvelle formation à la conduite" (n° 996)**
- **M. Jan Mortelmans sur "les problèmes qui se posent en ce qui concerne la réforme de la formation à la conduite" (n° 1000)**

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 22 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 996/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et M. Jef Van den Bergh;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Annick Saudoyer et MM. Luk Van Biesen et François Bellot.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	89	Oui
Nee	48	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

27 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Servais Verherstraeten sur "la situation à Merksplas" (n° 994)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Justice du 23 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 994/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Servais Verherstraeten et Tony Van Parys;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Valérie Déom et MM. Alain Courtois et Walter Muls.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Stemming/vote 1)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

28 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Simonne Creyf sur "la désignation des membres du Comité de direction de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG)" (n° 1002)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 24 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1002/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Simonne Creyf;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Guy Hove.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	89	Oui
Nee	49	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	138	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

29 Projet de loi modifiant l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (2769/1)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	18	Non
Onthoudingen	20	Abstentions
Totaal	139	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2769/1)

29.01 Tony Van Parys (CD&V) :J'ai pairé avec M. Versnick pour ce vote et les votes suivants.

30 Projet de loi portant diverses modifications en matière d'accises (2831/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	38	Abstentions
Totaal	139	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2831/3)

31 Proposition de résolution relative à la création d'un Institut d'analyse des accidents de la route (1882/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	139	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

31.01 David Lavaux (cdH) : Si, au cdH, nous sommes d'accord avec les objectifs poursuivis, nous sommes en revanche assez sceptiques quant à la plus-value apportée par la création d'un nouvel organisme indépendant de l'IBSR, qui ne bénéficie pas de l'expertise de l'institut actuel ni de son réseau européen de contacts.

L'IBSR s'occupe déjà de l'analyse systématique des accidents. Les chercheurs disposent d'une indépendance suffisante. Il est plus cohérent de poursuivre le travail en son sein.

Le cdH souligne qu'il défend un traitement fédéral de l'analyse des causes des accidents.

31.02 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Nous avons les mêmes raisons de nous abstenir.

32 Proposition de résolution relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité obligatoires pour les vélos et leurs éléments (1085/4)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	138	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	138	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

33 Proposition de résolution relative aux paradis fiscaux (2762/3)

(Stemming/vote 7)		
Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	24	Abstentions
Totaal	138	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

34 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation ? (Non) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 18 heures. Prochaine séance le jeudi 8 février 2007 à 14 heures.

De vergadering wordt geopend om 14.15 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer Guy Verhofstadt

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Yolande Avontroodt

Gezondheidsredenen: Guido Tastenhoye

Buitenslands: Paul Tant

IPU : François-Xavier de Donnée en Josée Lejeune

Federale regering

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands (Balkan)

Armand De Decker, minister van Ontwikkelingssamenwerking: met zending buitenslands (Congo)

Vincent Van Quickenborne, staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging: met zending buitenslands (Nederland)

Vragen

01 Vraag van de heer Pieter De Crem aan de eerste minister over "de Belgische deelname aan de NAVO-troepenmacht in Afghanistan" (nr. P1747)

01.01 Pieter De Crem (CD&V): Vanmorgen hebben we afscheid genomen van de Amerikaanse ambassadeur in België. Hij gaf toe dat de relaties tussen België en de VS de laatste vier jaar waren verbeterd, maar was niet lovend over de uitvoering van onze engagementen inzake troepenleveringen voor de NAVO-troepenmacht in Afghanistan. Dat laatste houdt natuurlijk verband met het feit dat wij ook inspanningen leveren aan Unifil in Libanon, dat wij op de top van Riga 30 miljoen euro uit het budget Ontwikkelingssamenwerking uittrokken voor bijkomende maatregelen en dat een C130 moest worden teruggetrokken die helemaal niet meer inzetbaar blijkt te zijn. België moet echter zijn beloftes nakomen.

Wat werd precies beloofd? Welke beloftes werden niet gehouden? Welke maatregelen neemt de premier om de beloftes na te komen in het belang van onze internationale geloofwaardigheid?

01.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): België neemt van in het begin deel van alle grote operaties - in Kosovo, Libanon en Afghanistan - met 1.200 soldaten. Nooit eerder hebben we zoveel troepen

geleverd. In Afghanistan zijn er van in het begin van de operatie driehonderd Belgische soldaten aanwezig.

Vorig jaar had ik een lange discussie daarover met generaal Jones, toenmalig opperbevelhebber van de NAVO in Europa en verantwoordelijke voor de Afghanistan-operaties. Wij spraken af dat België een belangrijke supplementaire versterking zou leveren in Kabul-Airport en dat we daar bovendien de leiding op ons zouden nemen. De Ministerraad keurde twee weken geleden de troepenplanning voor 2007 goed. Op uitdrukkelijke vraag van generaal Jones - net voor zijn aftreden als opperbevelhebber - worden vanaf oktober 2007 veertig extra manschappen geleverd en neemt België de leiding in Kabul-Airport over. Wij komen dus volledig tegemoet aan de vraag van de NAVO. Volgens generaal Jones lag de prioriteit immers niet bij de levering van de C130 of F16.

01.03 Pieter De Crem (CD&V): Een deel van de engagementen werd nagekomen, maar ik hoor vooral veel aankondigingen over wat nog zal gebeuren in het najaar, maar waarvoor niet in de nodige middelen werd voorzien bij Landsverdediging. De premier wil wel, maar er is geen eensgezindheid in de regering over het inzetten van meer middelen. Wellicht vraagt de nieuwe Amerikaanse minister van Defensie, Robert Gates, op de top van Sevilla om bijkomende inspanningen te doen in Afghanistan. Ik hoop dat de premier zijn beloftes kan nakomen, maar ik heb daar de grootste twijfels bij.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de eerste minister over "de toespraak tot de gestelde lichamen" (nr. P1748)

02.01 Melchior Wathelet (cdH): Vorige week heeft u tijdens uw toespraak voor de hoge gezagsdragers en prominenten in het koninklijk paleis iedereen verbaasd door te stellen dat een staatshervorming wenselijk en zelfs noodzakelijk is.

De MR is voor een dergelijke hervorming gewonnen, maar de Waalse socialisten vinden het jammer dat u uw standpunt uitgerekend in het paleis heeft bekendgemaakt. Bovendien delen ze ten gronde uw zienswijze niet.

Was het aanbieden van uw nieuwjaarswensen ten paleize volgens u het geëigende moment om de verkiezingscampagne op te starten? In welke hoedanigheid heeft u die verklaring afgelegd? Geeft ze het regeringsstandpunt weer?

02.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): De toespraak die de eerste minister in januari in het koninklijk paleis houdt, is geen regeringsverklaring en moet derhalve niet de goedkeuring van de regering wegdragen.

Op grond van mijn achtjarige ervaring als eerste minister meen ik dat een hervorming nodig is en wens ik dat ze in alle rust en kalmte kan verlopen. We mogen ons niet laten vangen door de lokroep van het separatisme of het immobilisme. We moeten voor de dialoog kiezen. In mijn toespraak heb ik ook enkele principes opgesomd die ons moeten toelaten om de werking van de deelstaten binnen het kader van de Belgische federatie te verbeteren.

Mevrouw Milquet heeft inderdaad snel op mijn toespraak gereageerd en gaf zelfs blijk van enig fanatisme toen ze stelde dat een hervorming uitgesloten is. Op het paleis konden mijn woorden wel op bijval rekenen.

Ik besluit daaruit dat er in dit land een consensus bestaat om de federatie te behouden. Noch het immobilisme, noch het separatisme zijn echter de gepaste middelen om dat doel te bereiken.

02.03 Melchior Wathelet (cdH): Mevrouw Milquet is niet de enige die heeft gezegd dat de plaats en het ogenblik om dergelijke verklaring af te leggen, nogal ongelukkig gekozen waren. U mag dan wel de steun hebben gekregen van de MR, en op de dag zelf ook van de CD&V, de PS weigert uw standpunt te onderschrijven.

Vandaag beweert u dat iedereen het erover eens is. Ik besluit daaruit dat er binnen uw regering evenmin a posteriori werd overlegd, of dat u het advies van een deel van de regeringsmeerderheid in de wind slaat.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Pieter De Crem** aan de eerste minister over "het uitgestelde bezoek aan de Russische president Poetin" (nr. P1749)
- de heer **Francis Van den Eynde** aan de eerste minister over "het uitgestelde bezoek aan de Russische president Poetin" (nr. P1750)

03.01 **Pieter De Crem** (CD&V): Er deed zich een merkwaardig feit voor in de bilaterale relaties tussen België en Rusland. Buitenlandse Zaken verzocht om een onderhoud tussen president Poetin en onze premier, maar de laatste verkoos op de valreep om de voorkeur te geven aan de gemeenteraad van Gent. Men probeerde nog te schuiven met agenda's, maar Rusland reageerde daarop uiteraard met een 'njet'. Dit is betreurenswaardig, zeker op zo'n cruciaal moment. Het Belgisch voorzitterschap van de OVSE is net ten einde, de bilaterale relaties met betrekking tot de diamanthandel moeten worden aangezwengeld, ons niet-permanente lidmaatschap in de VN-Veiligheidsraad is heel belangrijk, er is de kwestie-Kosovo en de problematiek van de energiebevoorrading.

Waar liggen de prioriteiten in het Belgische buitenlands beleid? Waar liggen de prioriteiten van de premier als het erop aankomt de reputatie van België hoog te houden?

03.02 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Toen de eerste minister aankondigde dat hij kandidaat zou zijn voor de gemeenteraadsverkiezingen van Gent, had ik er bewondering voor dat hij de Veiligheidsraad en de gemeenteraad kan combineren. Toen minister Vanden Bossche aankondigde dat zij effectief in de gemeenteraad zou zetelen, kon de eerste minister natuurlijk niet achterblijven. Het leek wel of hij alles tegelijkertijd kon.

Er bleken echter al agendaproblemen op te duiken bij de eerste Gentse gemeenteraadszitting. President Poetin reageerde boos, omdat afspraken over het bezoek van de premier aan Moskou gewijzigd werden. We moeten dus vaststellen dat de gemeenteraad en de internationale politiek niet te combineren zijn. Zal de eerste minister kiezen voor de Wetstraat of voor de Veldstraat?

03.03 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (Nederlands): Het is begrijpelijk dat er vanuit het Cremlin van Aalter interesse bestaat voor het Kremlin in Moskou...

Het was inderdaad mijn bedoeling om na de gemeenteraad af te reizen naar Moskou om daar de Russische president te ontmoeten. Alles was geregeld, maar er was een misverstand tussen de diplomatieke diensten en de Russische administratie had begrepen dat de reis niet zou doorgaan.

We moeten deze kwestie niet dramatiseren. Internationale agenda's worden geregeld aangepast. Dat hoeft niet meteen tot diplomatieke incidenten te leiden. Op dit moment is er contact met de Russische diplomatieke diensten om een nieuwe datum voor een bezoek vast te leggen.

03.04 **Pieter De Crem** (CD&V): Als ik de politieke toestand in Rusland vergelijk met die in mijn gemeente, denk ik dat het Aalterse Cremlin langer zal overleven dan dat in Moskou.

Volgens de eerste minister ging het om een misverstand. Wie zijn verstand gebruikt, weet echter dat de grote Russische beer het kleine Belgische leeuwje een flinke klauw heeft gegeven.

03.05 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Er zou volgens de premier een misverstand in het spel zijn en het was dus eigenlijk de schuld van de Russen. Ik heb echter de indruk dat president Poetin door de agendawijzigingen op zijn tenen was getrapt. Ik vrees dat de diplomatieke betrekkingen tussen Rusland en België hierdoor geschaad werden, net op het moment dat er veel op het spel staat. Ik herinner aan de uiteenlopende standpunten over Kosovo, waar nog honderden Belgische soldaten verblijven.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Simonne Creyf** aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "het aanrekenen van interchange fees door Maestro vanaf 2008 en het

ontbreken van concurrentie" (nr. P1757)

- de heer **Bart Tommelein** aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "het aanrekenen van interchange fees door Maestro vanaf 2008 en het ontbreken van concurrentie" (nr. P1758)

04.01 **Simonne Creyf** (CD&V): In het rapport van de Europese Commissie over de Europese banksector, krijgt ook de Belgische banksector kritiek. Volgens Europees Commissaris voor Mededinging Kroes is de complexiteit van het Belgische banksysteem niet in verhouding met de grootte van het land. De Belgische banken reageerden enerzijds opgelucht, omdat ze nog meer kritiek hadden verwacht, maar anderzijds ook een beetje gepikeerd.

Het is belangrijk dat er transparantie komt in de kosten die de banken voor verrichtingen aanrekenen. Daarnaast mogen er geen prijsafspraken gemaakt worden. Ten slotte mag ook de invoering van Maestro in het kader van een nieuw Europees betaalsysteem niet leiden tot een verhoogde kostprijs voor handelaars en consumenten. De Federatie van Distributieondernemingen heeft dat reeds aangeklaagd bij de Belgische mededingingsautoriteiten.

Over welke instrumenten beschikt de minister om misbruiken in de sector vast te stellen en aan te pakken? Zal de minister toestaan dat er door de invoering van de Maestrokaart aanzienlijke kostenverhogingen worden doorgevoerd?

04.02 **Bart Tommelein** (VLD): Oorspronkelijk wilde ik mijn vraag stellen aan de minister van Consumentenzaken, omdat het vooral de consument is die bedreigd wordt.

België heeft een van de meest performante en goedkoopste betaalsystemen van Europa. Nu dreigt er toch enige discrepantie te ontstaan. Het rapport van Europees Commissaris Kroes zegt dat er te weinig concurrentie is tussen de betaalnetwerken en de bankkaarten. De betaalkaarten kunnen alleen door de banken worden uitgereikt en de Belgische banksector is te weinig transparant.

De betaalkaarten dreigen nu ook duurder worden voor de handelaars en uiteindelijk zal de consument daarvoor opdraaien. Een systeem zonder interchange fees is perfect mogelijk, dat wordt bewezen in een aantal landen.

Zal de minister overleg organiseren met de banksector om ervoor te zorgen dat er een overgangsperiode komt? Zolang er geen concurrentie is voor Maestro, zal de consument het slachtoffer zijn.

04.03 Minister **Marc Verwilghen** (Nederlands): Het rapport van de Europese Commissie werd gisteren vrijgegeven en werd ondertussen op de website geplaatst. Ik heb onmiddellijk aan de diensten voor de mededinging gevraagd om specifiek te rapporteren over de Belgische situatie.

Ik deel de bezorgdheid van de vraagstellers. De prijzen moeten voldoende transparant zijn en er zal voldoende concurrentie in de banksector moeten zijn. Daarnaast moeten we stilstaan bij eventuele prijsverhogingen. Tot op vandaag kon het systeem perfect functioneren zonder interchange fees. Ik zou niet willen dat die plots worden doorgerekend aan de consument. Er moet dus eerst voldoende concurrentie georganiseerd worden en dan zullen de banken wel scherpe prijzen moeten hanteren.

Eerder heeft mevrouw Lalieux reeds een vraag gesteld over de invoering van Maestro. Toen antwoordde ik dat ik de aandacht van mevrouw Kroes daarop zou vestigen.

Ik heb overleg georganiseerd tussen de vertegenwoordigers van de kleine en middelgrote ondernemingen en de distributiesector. Binnenkort zal ik ook een onderhoud hebben met Febelfin, dat ik zal confronteren met de vaststellingen van de Europese Commissaris en de Dienst voor de Mededinging. Landen als Denemarken en Polen hebben reeds een positie ingenomen om dergelijke kosten te beperken. Als er eerst voldoende concurrentie georganiseerd wordt, dan zal de banksector transparanter worden en dan zal men de kosten niet ongestoord kunnen verhogen.

04.04 **Simonne Creyf** (CD&V): De minister doet een aantal beloftes. Het kan niet dat het elektronische

betaalverkeer eerst gestimuleerd wordt en dat daarna de kosten ervoor verhoogd worden. Wij rekenen erop dat de minister dat ook niet zal aanvaarden en dat hij de nodige maatregelen zal nemen.

04.05 Bart Tommelein (VLD): Het is belangrijk dat we het elektronische betalingsverkeer blijven stimuleren en dat de hindernissen daarbij worden weggewerkt. De minister zegt terecht dat we voor concurrentie op de markt moeten zorgen. Daar wordt de consument beter van.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Talbia Belhouari** aan de minister van Mobiliteit over "het ongeval met een Belgische reisbus in Duitsland" (nr. P1761)

- de heer **Patrick Cocriamont** aan de minister van Mobiliteit over "het ongeval met een Belgische reisbus in Duitsland" (nr. P1762)

05.01 Talbia Belhouari (PS): Vorig weekend gebeurde in Duitsland een ongeval met een Belgische autocar. Die had net een technische controle achter de rug. Blijkbaar zou de chauffeur van de bus even zijn ingedommeld, wat het ongeluk zou hebben veroorzaakt. Indien alle reizigers hun veiligheidsgordel hadden omgord, zouden er minder slachtoffers zijn geweest.

Hoeveel Belgische autocars zijn met veiligheidsgordels uitgerust? Gaat het om buikgordels of om driepuntsgordels? Hoe kan worden nagegaan of de passagiers gedurende het hele traject hun veiligheidsgordel om hebben? Moet niet aan een informatie- en sensibilisatiecampagne worden gedacht? Zou het politietoezicht niet moeten worden verscherpt?

05.02 Patrick Cocriamont (FN): Als voormalig buschauffeur kan ik getuigen dat dat soort ongevallen meestal aan de vermoeidheid van de chauffeur te wijten is. Chauffeurs worden immers erbarmelijk slecht betaald!

Een chauffeur mag een bepaalde rijtijd niet overschrijden. De controles halen echter niets uit, want een chauffeur die leerlingen van en naar school voert, hoeft de schijf niet in de tachograaf te stoppen. Wanneer hij op vrijdagavond vertrekt voor een reis naar Spanje en terug of naar een buitenlandse skibestemming, is hij al uitgeput. Voor mij is er maar een manier om het aantal ongevallen te beperken en dat is het vervoer van reizigers tussen drie en zes uur 's ochtends te verbieden.

De chauffeurs zouden ook beter moeten worden betaald. Daartoe zou de concurrentie tussen de autocarbedrijven en de openbare vervoermaatschappijen moeten verdwijnen. Die laatste betalen immers geen belastingen op de brandstof.

Vorig jaar gebeurden verscheidene ongevallen met autocars. Werden sindsdien bijkomende controles uitgevoerd? Welke veiligheidsmaatregelen werden genomen?

05.03 Minister Renaat Landuyt (Frans): Aangezien het onderzoek in Duitsland nog niet is afgerond, kan ik me niet over het ongeval als dusdanig uitspreken.

Vertegenwoordigers van mijn departement zijn zo vlug mogelijk ter plaatse gegaan. De rij- en rusttijden van de onderneming werden gecontroleerd. Bij de 40 werknemers van het bedrijf hebben we slechts vier kleine fouten kunnen ontdekken, wat bewijst dat de onderneming de reglementering vrij goed naleeft.

Mijn beleid is gericht op een verhoging van het aantal controles in het algemeen. In vergelijking met vorig jaar zijn die behoorlijk gestegen en we voeren ongeveer 4.200 controles per jaar uit. Voorts zal de wegpolitie strenger op het dragen van de gordel toezien.

05.04 Talbia Belhouari (PS): Het is levensbelangrijk dat de veiligheidsgordel wordt omgord! Ik vraag dat u zou nadenken over een sensibilisatiecampagne, in het licht van de vele ongevallen met bussen die zich de jongste tijd hebben voorgedaan.

05.05 Patrick Cocriamont (FN): Ik twijfel niet aan de ernst van de controles en ik weet dat het om een betrouwbaar bedrijf gaat. U zal echter nooit kunnen beletten dat de chauffeurs of hun bazen de schijven

verscheuren of verwisselen. De enige afdoende oplossing bestaat erin ritten tussen drie en zes uur 's ochtends te verbieden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Dominique Van Roy aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de uitvoering van de wet van 1997 betreffende het Centraal Strafregister" (nr. P1751)

06.01 Dominique Van Roy (MR): De wet van 1997 betreffende het centraal stafregister stelde de afschaffing van het bewijs van goed zedelijk gedrag in het vooruitzicht. In een rondzendbrief van 2003 werd verduidelijkt hoe daartoe te werk moest worden gegaan. In een aantal gemeenten lopen proefprojecten rond het centraal strafregister. De circulaire van 2003 – en vermoedelijk ook de voorgaande circularies over hetzelfde onderwerp – werden echter vernietigd door een arrest van de Raad van State van december 2006.

Hoe zal die toestand evolueren? Hoe kan worden vermeden dat de gemeenten en het personeel dat die bewijzen moet uitreiken, in de problemen raken?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De vroegere ministeriële omzendbrieven hebben nooit tot problemen geleid, maar de circulaire van minister Duquesne van 2003, die moraliteitsonderzoeken oplegde voor personen met een baan waarbij ze in contact komen met kinderen, werd door de Raad van State verworpen. We keren dus terug naar de vorige toestand, die bepaalde dat het gerechtelijk verleden van de betrokkene moet worden nagezien. De gemeenten zullen morgen een circulaire in dat verband ontvangen.

Het zou eenvoudiger zijn om de gemeenten rechtstreeks met het centrale strafregister te verbinden en ik hoop dat we tegen het einde van deze zittingsperiode een voor 100 procent betrouwbare verbinding tot stand kunnen brengen.

06.03 Dominique Van Roy (MR): Naar het schijnt stellen de parketten en de politiekorpsen de gemeentebesturen regelmatig vragen over het strafregister van inwoners uit hun gemeente, omdat ze geen toegang tot volledige en bijgewerkte informatie hebben. De gemeenten voeren een groot deel van het werk uit met name als het gaat om getuigschriften voor mensen die zich met kinderen bezighouden. We moeten erop toezien dat de burgemeesters geen getuigschriften in voor hen moeilijke omstandigheden dienen te ondertekenen.

De **voorzitter**: Waarde collega's, dat was de *maiden speech* van de heer Van Roy. (*Applaus*)

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de schadeloosstelling van de slachtoffers van de ramp in Gellingen" (nr. P1752)

07.01 Marie-Christine Marghem (MR): Men heeft ons meegedeeld dat het dossier van de ramp in Gellingen in tweeënhalf jaar zou afgehandeld zijn. Dat is echter niet het geval. De bijkomende onderzoeken waar het parket van Doornik en Fluxys sinds oktober om verzocht hebben, zijn nog steeds niet uitgevoerd. U was van plan de onderzoeksrechter voltijds op die zaak te zetten, de werkcel bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik met een scanner uit te rusten teneinde de gegevens te archiveren en van uw positief injunctierecht ten aanzien van het parket gebruik te maken om het onderzoek vooruit te helpen. Hoever staat het met die voornemens?

De slachtoffers hebben nog geen schadeloosstelling ontvangen. De verzekeringsmaatschappijen die bij die zaak betrokken zijn, zouden allicht graag ten behoeve van wie het aangaat schadeloosstellen, of zouden dat in elk geval moeten doen. Welke stappen zal de regering zetten om ervoor te zorgen dat de schadeloosstelling er snel komt?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Vanaf het begin van het onderzoek hebben we met de gerechtelijke overheden overlegd opdat zo snel mogelijk een vonnis zou kunnen worden geveld. De gerechtelijke overheden hebben me laten weten dat ze het proces op 2,5 jaar hopen te kunnen afronden. Ze

hebben de bijkomende menselijke en materiële middelen gekregen die ze hadden gevraagd. Dat streven van de gerechtelijke overheden werd 'ontzenuwd' door het geheel van expertiseopdrachten dat de wachttijden doet toenemen.

We hebben de operatie 'Slachtoffers Gellingen' gelanceerd en de regering heeft een stichting ten gunste van de slachtoffers van de ramp opgericht. Die heeft reeds uitbetalingen gedaan aan 21 slachtoffers die geen speciale verzekering als werknemers genieten. Een andere groep slachtoffers werd rechtstreeks benaderd en werd gedeeltelijk geholpen of gesteund door de vzw 'Solidariteit Gellingen'.

Ik hoop dat de expertiseverlagen zo snel mogelijk kunnen worden ingediend. Iedereen wacht de uitspraak van de rechtbank af, die zal bepalen wie verantwoordelijk is zodat de slachtoffers volledig schadeloos kunnen worden gesteld.

Met het Franse voorbeeld voor ogen zullen we bepalingen uitwerken op grond waarvan we onmiddellijk kunnen ingrijpen indien een dergelijke ramp zich opnieuw voordoet.

07.03 Marie-Christine Marghem (MR): In de toekomst komt er dus een definitieve structuur waardoor de slachtoffers rechtstreeks met de administratie in dialoog zullen kunnen treden en snel zullen kunnen worden vergoed. Waarom werd in de afgelopen tweeënhalf jaar echter geen voorbeeld genomen aan de Franse regeling, waarin de slachtoffers reeds worden vergoed ten behoeve van wie het aangaat? Als minister van Justitie kan u de verzekeringsmaatschappijen en de personen die bij dit proces betrokken zijn, een zekere impuls geven, want u mag zich aan een reactie van hunnentwege verwachten. Op dit ogenblik bevat het vergoedingsfonds 2,2 miljoen euro, een bedrag dat door de slachtoffers als een liberaliteit en niet als een eigenlijke schadeloosstelling wordt beschouwd.

07.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Gezien de scheiding van de machten kan ik geen datum opleggen voor een proces.

Wat de stichting-Gellingen betreft en het feit dat de verzekeringen sneller zouden kunnen werken, hebben de ministers van Economie en van Financiën een regeling in het leven geroepen die er precies toe strekt voorschotten uit te betalen.

07.05 Marie-Christine Marghem (MR): We moeten op de ingeslagen weg voortgaan.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de mogelijke verkoop van de gebouwen van het KMI en andere overheidsgebouwen" (nr. P1753)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Een ezel stoot zich geen twee keer aan dezelfde steen, maar paars zal zich sinds 2000 voor de zevende keer aan dezelfde steen stoten. In de kerstperiode verkocht de regering 62 gebouwen en huurt ze weer in, ondanks de kritiek van het Rekenhof en de Raad van State. Aan deze operatie waren hoge expertisekosten verbonden.

De Ministerraad heeft besloten opnieuw een reeks gebouwen te verkopen voor zo'n 200 tot 250 miljoen euro. Het zou gaan om administratieve gebouwen, politiegebouwen, rijksarchieven en wetenschapsgebouwen. Klopt het dat het KMI, het Pasteurinstituut en de archieven van de Staat daarbij zouden zijn? Zullen die gebouwen ook opnieuw ingehuurd worden? Wat zal dat kosten? Wat zijn de adviezen van de Inspectie van Financiën daarover?

08.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Fedimmo 1 was een groot succes, dat 640 miljoen euro in het laatje heeft gebracht. De huur kost 40 miljoen euro. De operatie heeft een bruto rendement van 5,5 procent. Iedereen is het erover eens dat dat een groot succes is. Dat is ook de eerste vaststelling van de Inspectie van Financiën naar aanleiding van Fedimmo 2.

Met Fedimmo 2 wil de overheid het succes van Fedimmo 1 herhalen. Er zijn in totaal 52 gebouwen geselecteerd. Die selectie moet nog geëvalueerd worden en de opmerkingen van de Inspectie van Financiën

moeten nog bekeken worden. Ik zal een definitieve lijst voorleggen aan de Ministerraad.

Het is de bedoeling later over te gaan tot nog meer dergelijke operaties. Het is normaal om nieuwe middelen te vinden met privépartners om bijvoorbeeld gevangenissen te bouwen of te renoveren. Gemeenschappen en Gewesten kunnen hetzelfde doen. Uiteindelijk doen we hetzelfde als de EU en de Vlaamse Gemeenschap met een heleboel gebouwen in Brussel doen. In Leuven werd *sale and lease back* zelfs toegepast voor een rioolnetwerk.

Ik zal nog een aantal studies laten uitvoeren over eventuele nieuwe initiatieven. Een topprioriteit is de renovatie en de bouw van gevangenissen.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V): De minister is al oppositieleider in Wallonië, maar blijkbaar wil hij het ook worden in Vlaanderen. Nochtans investeert Vlaanderen zeer veel in onder meer schoolgebouwen. Overigens verwerft de Europese Commissie wel degelijk heel wat eigendommen in Brussel. De minister zou beter zijn taak bij Financiën ten volle ter harte nemen.

Met de opbrengst van de uitverkoop werden de rekeningen van de begroting 2006 betaald, al moesten ook heel wat betalingen naar 2007 worden overgeheveld. De volgende generaties zullen huur moeten betalen, maar toch spreekt de minister van een succes.

De minister hoeft niet te luisteren naar de kritiek van de oppositie, het Rekenhof en de Raad van State. Ook de Inspectie van Financiën hekelt echter het feit dat de korte termijn primeert op de lange termijn.

De expertisekosten voor Fedimmo I bedroegen meer dan vier miljoen euro. De expertisekosten voor de mislukte bevakoperatie heb ik nog niet gevonden. De Inspectie vraagt zich af waarom er nu opnieuw expertisekosten zijn. Het gaat immers om een kopie van de vorige operatie.

De gebouwen zijn ten slotte allemaal noodzakelijk voor de openbare diensten. Komen ze in privéhanden, dan komen die diensten in gevaar. Huren op korte termijn is volgens de Inspectie fictie. Blijft men niet, dan dreigt de nieuwe eigenaar het huurcontract op te zeggen en wordt de openbare dienst onderbroken. Het gevolg is dat de overheid bij nieuwe onderhandelingen over de huurprijs met de rug tegen de muur staat, wat tot nog hogere prijzen leidt. Het hoeft dus niet te verbazen dat de Inspectie een negatief advies geeft. De belastingbetaler zal de rekening moeten betalen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Véronique Salvi aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de brandstichting in politiebureaus te Charleroi" (nr. P1754)

09.01 Véronique Salvi (cdH): Vannacht werden vier politiebureaus in de politiezone Charleroi met molotovcocktails bestookt. Blijkbaar houdt die brandstichting verband met een achtervolging die voordien in de straten van Charleroi had plaatsgevonden en tijdens dewelke een politieagent per ongeluk een carjacker had gedood.

Het tekort aan politiepersoneel in Charleroi veroorzaakt een malaise en de werkoverlast heeft dramatische gevolgen.

Er moet dringend worden ingegrepen op het terrein.

De 195 bijkomende politieagenten die de minister had aangekondigd, zullen mogelijk pas binnen acht of negen maanden aan de slag kunnen gaan.

De werkomstandigheden zijn echter zo slecht dat tal van politieagenten nu al hun mobiliteit aanvragen.

Moet er niet worden nagedacht over stimuli die het personeel kunnen overtuigen om in Charleroi te blijven? Is het idee van een loonpremie, dat op een bepaald ogenblik naar voren werd gebracht, nog steeds aan de orde? Zou de federale overheid dat systeem kunnen financieren?

09.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): De overheid is bezorgd over de verontrustende ontwikkelingen in Charleroi. Op 26 februari bezoek ik de stad samen met de premier en de minister van Justitie teneinde uit te maken welke maatregelen zich opdringen.

Zelf denk ik aan maatregelen om het tekort aan politiemensen te verhelpen. Vanochtend vond een vergadering plaats bij de eerste minister.

Ik heb in commissie al uiteengezet welke maatregelen ik heb genomen, zonder die gebeurtenissen af te wachten. Zo is er het actieplan "Charlequint", werd de federale reserve versterkt en kwamen er interventiekorpsen in Bergen en Nijvel. Bovendien moeten de zones van het arrondissement Charleroi geen gehypothekeerde capaciteit meer leveren buiten hun zone. Wat de premie betreft, ben ik niet zo enthousiast, want de ervaring leert dat zo'n maatregel ongewenste gevolgen heeft in de aangrenzende zones. Ook met dat element wordt echter rekening gehouden.

09.03 **Véronique Salvi** (cdH): Er moet rekening worden gehouden met de noodtoestand, maar ook met het menselijke aspect, meer bepaald met de psychologische follow-up van de politiemensen.

09.04 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): We mogen ook de lokale autonomie niet uit het oog verliezen: de lokale overheid moet haar verantwoordelijkheid opnemen. Het federale niveau is evenwel bereid de nodige steun te verlenen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Filip De Man aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de toegang tot Eurodac door de politiediensten" (nr. P1755)**

10.01 **Filip De Man** (Vlaams Belang): De Duitse minister van Binnenlandse Zaken stelt voor de gegevensbank Eurodac toegankelijk te maken voor de politiediensten. In die bank worden de vingerafdrukken van illegalen en politieke vluchtelingen bewaard. In *De Morgen* reageert minister Dewael afwijzend, omdat het volgens hem niet de bedoeling kan zijn een bevolkingsgroep te criminaliseren. Vreemd genoeg rekent hij illegalen dus tot onze bevolking en vindt hij dat het zelfbeeld van de betrokken groepen ontzien moet worden. Dat laatste moet dan wel ten koste van de werking van de politiediensten. Waarom volgt de minister het voorbeeld van zijn collega niet?

10.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De heer De Man laat geen kans voorbijgaan om zijn vreemdelingenhaat te etaleren. Politieke vluchtelingen, asielzoekers en illegalen zijn voor hem allemaal hetzelfde, en waarschijnlijk per definitie ook criminelen. Ik vraag mij af hoe zijn haatdragende taal in eigen rangen ontvangen wordt. Er is duidelijk een spanning tussen de harde racistische lijn van de heer De Man en de softere opstelling van mevrouw Morel. (*Protest op de banken van het Vlaams Belang.*) Het doet mij plezier dat de heer Annemans zenuwachtig is.

Persoonlijk feit

10.03 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): De minister houdt hier een VLD-congrestoespraak in plaats van te antwoorden op de vraag. Het Parlement is geen circus!

De **voorzitter**: Als ik telkens zou moeten tussenbeide komen als er iets naast de kwestie wordt gezegd, zouden we veel sneller gaan. De minister zal antwoorden.

10.04 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Dit is geen minister maar een VLD-propagandist.

De **voorzitter**: Het is niet oneerbaar om VLD'er te zijn.

10.05 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): In tegenstelling tot wat de heer De Man beweert, is Eurodac geen gegevensbank voor illegalen. Het gaat over asielzoekers, maar voor de heer De Man is dat natuurlijk allemaal hetzelfde. De doelstelling van Eurodac is *asielshopping* te vermijden. Dit is een administratieve en geen politionele doelstelling. In tegenstelling tot wat de heer De Man denkt, zijn niet alle asielzoekers

criminelen. Een onbeperkte toegang van de politiediensten tot deze gegevensbank zou dan ook een brug te ver zijn. Het zou in strijd zijn met de bescherming van de privacy om de politie zomaar toegang te geven tot allerlei administratieve gegevensbanken. Alleen in het kader van een lopend strafonderzoek kan, onder toezicht van een magistraat, toelating gegeven worden om de Eurodac-gegevens te consulteren. Belgen en vreemdelingen moeten wat dat betreft dezelfde bescherming genieten.

10.06 Filip De Man (Vlaams Belang): Ik heb niet beweerd dat alle illegalen en asielzoekers criminelen zijn, maar er zitten er natuurlijk wel heel wat tussen!

Op de webstek van de EU zelf staat dat Eurodac de vingerafdrukken van asielzoekers en illegalen verzamelt. Ik heb wat dat betreft dus geen fout gemaakt. De minister vaart tegen mij uit, maar ik heb alleen een voorstel verdedigd van zijn Duitse collega.

10.07 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): De bedoeling van Eurodac is de naleving van de Conventie van Dublin mogelijk te maken. Het is een gegevensbank voor asielzoekers, maar het is evident dat er daartussen ook illegalen zitten. Op de vraag of we deze gegevensbank onbeperkt moeten openstellen voor de politiediensten, antwoord ik duidelijk neen en ik zal dit standpunt ook op Europees niveau verdedigen. Als mijn Duitse collega daar anders over denkt, dan is dat zijn zaak. Verschillende lidstaten hebben al laten weten dat zij het niet met hem eens zijn.

10.08 Filip De Man (Vlaams Belang): Toegang tot Eurodac is erg belangrijk voor de politie omdat ze zo sneller en efficiënter kan werken. Ik verwijs naar het verschrikkelijke voorbeeld van Kelly Hesters, een winkelbediende die bijna vermoord werd door een asielzoeker die al een moord had gepleegd in Duitsland. Het is van levensbelang dat de politie toegang krijgt tot deze gegevens.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de educatieve begeleiding van kinderen in gesloten centra" (nr. P1756)

11.01 Mohammed Boukourna (PS): Gisteren maakte de *Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente* een studie bekend over de opsluiting van kinderen in opvangcentra voor vreemdelingen. Die studie is interessant, niet alleen door haar pedagogische invalshoek en conclusies, maar ook wegens de toegepaste methode en de concrete voorstellen die erin worden gedaan. De onderzoekers zijn van oordeel dat de opsluiting van kinderen tegen bepaalde beginselen indruist. Ze pleiten ervoor de veiligheidslogica door een sociale benadering te vervangen, en dringen erop aan dat de leefomstandigheden in die centra zouden worden verbeterd.

Hebt u vertegenwoordigers van de Liga ontmoet? Hebt u hun voorstellen bestudeerd? Wat is uw reactie? Zal de studie over de alternatieven voor de opsluiting die u hebt besteld, tegen februari rond zijn? Wanneer zal u ze aan het parlement voorleggen?

11.02 Minister Patrick Dewael (*Frans*): Ik bestudeer momenteel de conclusies van de studie en heb mijn administratie verzocht na te gaan hoe sommige voorstellen van de Liga kunnen worden uitgevoerd.

Ik heb die studie echter niet afgewacht om maatregelen te nemen teneinde de gesloten centra een menselijker aanblik te geven. De begroting voor 2007 voorziet in een verbeterde opvang en begeleiding in de centra middels de aanwerving van 57 bijkomende personeelsleden waaronder opvoeders en leerkrachten. Daarnaast heb ik de Gemeenschappen verzocht onderwijzend personeel naar die centra te detacheren. De Vlaamse Gemeenschap heeft positief gereageerd op mijn verzoek; minister Arena heeft nog niet geantwoord.

De resultaten van de studie over de opsluiting in een gesloten instelling maatregelen ter vervanging van de hechtenis zou ik op het einde van de maand moeten ontvangen.

11.03 Mohammed Boukourna (PS): We moeten in het Parlement de kwestie van gezinnen met kinderen bespreken. Zoals de Hoge Raad benadrukt ontslaat het feit dat het om ontheemde kinderen gaat, de

overheid niet van haar plicht om voor hun opvoeding in te staan.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het Nationaal Klimaatplan" (nr. P1763)

12.01 Marie Nagy (ECOLO): Over enkele uren vindt de door verenigingen voor milieubescherming op touw gezette actie plaats waarbij gevraagd wordt de lichten gedurende vijf minuten te doven. Het *Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC) staat op het punt zijn verslag over de opwarming van de aarde te overhandigen.

Welke concrete maatregelen heeft ons land de jongste maanden genomen om de productie van broeikasgassen terug te dringen? Steunt u initiatieven die aanzetten tot een etikettering van producten teneinde de consumenten in te lichten over de "koolstofkost" van de producten die zij kopen? Ik heb samen met mevrouw Gerkens een voorstel van resolutie dienaangaande ingediend.

12.02 Minister Bruno Tobback (Frans): Ik deel uw bekommernis en die van het IPCC in verband met de opwarming van de aarde.

Voor tal van producten, waaronder koelkasten, bestaat er al een etikettering, maar ik denk niet dat zulks volstaat om de CO₂-uitstoot in ons land terug te dringen; dat lijkt goed te werken voor de koelkasten, bijvoorbeeld, en de desbetreffende internetsite functioneert goed.

Een enkele maatregel zal nooit volstaan om onze uitstoot met 10 procent terug te dringen.

Dergelijke maatregelen zullen in de eerste plaats op internationaal niveau moeten worden opgelegd, en tot dusver is dat nog niet gebeurd. Ik sta volledig achter het initiatief van de Europese Commissie om een doelstelling van 20 procent voorop te stellen en achter haar streven om tegen 2020 30 procent te halen.

12.03 Marie Nagy (ECOLO): Ik had verwacht dat u het zou hebben over concrete maatregelen. Wat vindt u bijvoorbeeld van het voorstel van de Europese Unie over maximumnormen voor de CO₂-uitstoot voor te koop aangeboden wagens?

12.04 Minister Bruno Tobback (Frans): Als er een akkoord bereikt wordt, zal ik dat voorstel steunen. Inzake normen voor de CO₂-uitstoot van voertuigen heeft België zich altijd aangesloten bij het Duitse standpunt, maar in de Milieuraad moet de Duitse minister van Milieu kennelijk in het gareel van mevrouw Merkel draven, wat ik betreurt.

12.05 Marie Nagy (ECOLO): België zou beter het voortouw nemen in plaats van zich onder het winnende vaandel te scharen. Wat er op nationaal en op gewestelijk niveau gedaan wordt, is evengoed belangrijk.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Werk over "de inbreuken op het arbeidsreglement in de wegrestaurants" (nr. P1764)

13.01 Colette Burgeon (PS): Tijdens de inspectie van 25 januari in een dertigtal wegrestaurants die tot zeven aparte ondernemingen behoren, werden tal van inbreuken vastgesteld. Een aantal werknemers zou 2 euro per uur verdienen of 450 euro per maand! Alleen de onderaannemers zouden gesanctioneerd worden, terwijl de eigenaars buiten schot blijven.

Een van de thema's van de programmawet van december 2006 is precies de bestrijding van de sociale fraude. Maar men beschikt nog niet over de nodige middelen om de financiële aansprakelijkheid van de eigenaars en de onderaannemers concreet gestalte te geven. De opdrachtgevers moeten voor hun verantwoordelijkheid worden gesteld.

Overweegt u maatregelen in die zin te treffen, en zo ja, welke?

13.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Frans*): Die inspectie heeft onder andere problemen in verband met de bezoldiging van de werknemers – 2 euro per uur –, inbreuken op de arbeidsduur – tot 14 arbeidsuren per dag – en vermoedelijke inbreuken op het zelfstandigenstatuut aan het licht gebracht.

Ik leg de laatste hand aan een wetsontwerp inzake de hoofdverantwoordelijkheid voor de eigenaars en de onderaannemers.

Ik hoop binnen twee tot drie weken de instemming van de regering te verkrijgen.

13.03 **Colette Burgeon** (PS): Ik hoop dat het wetsontwerp voldoende doeltreffend zal zijn om dat soort uitbuiting te voorkomen en dat het ervoor zal zorgen dat zowel de eigenaars als de onderaannemers aansprakelijk zijn.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Stijn Bex aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "een rookvrij Europa" (nr. P1759)**

14.01 **Stijn Bex** (sp.a-spirit): De EU-commissaris voor Gezondheid stelde op 30 januari het groenboek van de Commissie *Op weg naar een rookvrij Europa - beleidsopties op EU-niveau* voor. Ik wil de minister feliciteren met het KB voor een rookvrije horeca, dat niet alleen werkt op het terrein, maar ondanks enkele hiaten een steeds groter draagvlak krijgt. Precies omdat het draagvlak zo toeneemt, diende ik een wetsvoorstel in - dat gisteren in de commissie door de minister en door mevrouw D'hondt werd gesteund - voor een volledig rookvrije horeca.

Het groenboek gaat niet alleen in op de gezondheidseffecten en kosten van het passief roken en op de al genomen nationale en Europese maatregelen. De Commissie overweegt een volledig rookverbod in te voeren en stelt de vraag wat de lidstaten aan regelgevend werk vanwege de EU verwachten. Welk advies zal België verstrekken tegen 1 mei?

14.02 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): In de schoot van de regering werd er, in samenwerking met de horecasector, een compromis bereikt inzake het rookverbod. Zelf ben ik een voorstander van een algemeen rookverbod. Nu wordt het debat op Europees niveau gevoerd en moeten wij ons afvragen welke positie België in dit debat zal innemen. Mijn persoonlijk standpunt is dat er een harmonisatie qua regelgeving inzake het rookverbod moet komen in Europa.

Het verbaast mij trouwens dat Europa zich nu pas inlaat met het debat. Veertien landen hebben ondertussen al maatregelen genomen. En zelfs nu heeft Europa nog geen beslissing genomen, maar geeft ze enkel een overzicht van de verschillende mogelijkheden, die bovendien te vaag blijven. Ik ben er voorstander van dat alle lidstaten dezelfde lijn zouden volgen. Ik weet niet of de federale regering mijn standpunt zal delen, want het debat ter zake is nog niet gevoerd.

14.03 **Stijn Bex** (sp.a-spirit): Het is duidelijk dat we op termijn zullen evolueren naar een volledig rookvrije horeca. De vraag is of België daarin een koploper in Europa zal zijn of niet.

Ik zou de collega's van de meerderheidspartijen willen oproepen om hun ministers te vragen om het voorstel voor een rookvrije horeca op Europees niveau te steunen. We zouden dan tegen 1 januari 2008 een algemeen rookverbod kunnen invoeren in België en de mensen op het terrein de kans kunnen geven om zich daarop voor te bereiden.

Persoonlijk feit

14.04 **Greta D'hondt** (CD&V): In de commissie hebben mevrouw Muylle en ikzelf gewezen op de absurditeit

van de maatregel dat men in een jeugdclub niet mag roken en in een café wel, tenzij de jeugdclub een vergunning voor sterke drank heeft. Wij zijn bereid om mee te werken aan bijstellingen, maar het initiatief moet van de regering komen. Wij houden geen pleidooi om het roken opnieuw toe te laten in de jeugthuizen, maar willen wijzen op de onleefbaarheid op het terrein.

De **voorzitter**: Mevrouw D'hondt, u hebt me beet gehad met uw vraag voor een persoonlijk feit. (*Glimlachjes*)

14.05 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): Het is natuurlijk niet de bedoeling dat jeugdclubs sterke dranken zouden gaan verkopen, zodat er gerookt kan worden. Vroeger mocht er trouwens in jeugdclubs ook niet gerookt worden. De huidige regeling is het gevolg van een compromis binnen de regering.

14.06 **Stijn Bex** (sp.a-spirit): Ik wil de collega's van de CD&V oproepen om niet te wachten op een initiatief van de regering. Zelf heb ik ook al een wetsvoorstel ingediend. Ik wacht dus op een voorstel van de CD&V om samen te werken.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer Jacques Germeaux aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de hittegolf in België in juli 2006" (nr. P1760)**

15.01 **Jacques Germeaux** (VLD): Ik was onaangenaam verrast toen ik gisteren in verschillende kranten las dat de hittegolf die België de voorbije zomer teisterde, op de vijfde plaats staat van een VN-lijst van natuurrampen. De hittegolf in juli zou 940 doden hebben veroorzaakt. De hittegolf in Frankrijk veroorzaakte een grote crisis, maar dat gebeurde helemaal niet in België. Ik zou dus zeker niet onmiddellijk van een ramp spreken.

Voor de communicatie hierover stoort mij. Vanwaar komt het cijfer van het aantal slachtoffers? Hoe ontstaat deze ongenueanceerde berichtgeving? Waarom neemt de VN dat cijfer klakkeloos over, zonder na te gaan of het wel klopt? De laatste tien jaar is er veel vooruitgang geboekt inzake volksgezondheid en ik vrees dat een dergelijke communicatie dat goede beleid opnieuw teniet kan doen.

15.02 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): Ik ben het daarmee volledig eens. De manier waarop deze cijfers werden gebruikt, is schandalig!

In juli 2006 waren er 9.229 sterfgevallen in ons land, terwijl er in juli 2005 8.289 waren. Deze cijfers moeten echter ook vergeleken worden met het aantal sterfgevallen in de maanden ervoor en erna. In mei en juni 2006 is er bijvoorbeeld al een compensatie. De verschillende pieken van de hittegolf komen inderdaad overeen met een groter aantal sterfgevallen, maar het gaat hier veelal om vervroegde sterfgevallen. We moeten dus metingen doen over een langere periode. De volgende weken zullen we ook de cijfers hebben voor augustus en september en dan pas zal een epidemiologische studie mogelijk zijn.

Als we niet voorzichtig zijn met dergelijke cijfers, is de analyse niet meer efficiënt. Het is zeer jammer dat het debat zo karikaturaal wordt gevoerd.

15.03 **Jacques Germeaux** (VLD): Er moet een nieuwe cultuur op gang komen, waarbij gezondheid positief wordt benaderd. We moeten stoppen met de mensen met allerlei rampen af te schrikken, want dat leidt tot overconsumptie en verkeerde consumptie en dat helpt niemand vooruit. (*Applaus*)

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "treinreizigers met beperkte mobiliteit"**

(nr. P1765)

16.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Mensen met een handicap of met verminderde mobiliteit hebben het niet gemakkelijk om de trein te nemen. Vorige week ging een mobiele brug in het station van Sint-Niklaas stuk en het duurde een hele tijd vooraleer ze kon worden vervangen. Wat zal de NMBS ondernemen op dergelijke problemen in de toekomst sneller op te lossen of te vermijden?

Personen met een handicap hebben het ook moeilijk om in het station te geraken of om van het station hun bestemming te bereiken. Vorige week werd in Vlaanderen een project gelanceerd rond de fietspunten in samenwerking met sociale-economiebedrijven. De inbreng van deze bedrijven kan ook nuttig zijn met betrekking tot de toegankelijkheid voor mensen met een beperkte mobiliteit. Zal de NMBS rekening houden met het vervoer van deur tot deur en zal ze overwegen om ook andere organisaties daarbij te betrekken?

Snelle en accurate informatie is zeer belangrijk voor personen met een beperkte mobiliteit. Er zou dan ook best een centraal informatiepunt komen. Wat is hier de stand van zaken?

16.02 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Nederlands): Ik ben het ermee eens dat er meer aandacht moet gaan naar de mobiliteit van mensen met een beperkte mobiliteit. Onlangs was er een workshop over het vervoer van deur tot deur. De ideeën die daaruit voortvloeien, zullen opgenomen worden in de werkzaamheden van een multidisciplinaire werkgroep, waarin ook de sociale-economiebedrijven een rol kunnen spelen. De NMBS-holding heeft daarover al een audit besteld.

Er wordt een budget uitgetrokken om meer mobiele laadhellingen aan te kopen. Ik zal contact opnemen met de ministers van de Gewesten om de samenwerking met andere vervoersmodi verder uit te bouwen.

Momenteel wordt er een nieuwe brochure gedrukt voor reizigers met een beperkte mobiliteit. De website wordt elke dag aangepast met informatie over materiaal- en personeelsinzet. Het callcenter is sinds 16 april 2006 gecentraliseerd. Ondertussen waren er 1.100 aanvragen, waarvan er slechts 2 procent niet gehonoreerd kon worden. Van de 98 procent aanvragen waar wel op kon ingegaan worden, waren er maar 1,8 procent die achteraf het voorwerp hebben uitgemaakt van een klacht van de gebruiker. Deze cijfers tonen aan dat we vooruitgang hebben geboekt.

Ten slotte komt er ook een studie over de oprichting van een meeting point. De NMBS is dus zeer uitdrukkelijk bezig met deze problematiek.

16.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik ben blij dat de staatssecretaris en de NMBS een prioriteit maken van de aanpak van mobiliteitsproblemen. De samenleving moet voor iedereen zo toegankelijk mogelijk zijn. Door de vergrijzing zal de groep minder mobiele mensen trouwens blijven groeien.

Vorig jaar heb ik hierover een de studiedag georganiseerd samen met de heer Delizée. Onze bevindingen hebben toen tot een resolutie geleid. Ik hoop dat die nog voor de ontbinding van de Kamer op de agenda kan worden geplaatst.

Het incident is gesloten.

17 Agenda

17.01 Pieter De Crem (CD&V): Hoewel hij er gisteren in de Conferentie van voorzitters niets over heeft gezegd, lasen wij vanmorgen in *Het Laatste Nieuws* dat de voorzitter de paasvakantie wil inkorten met één week. Als reden geeft hij op dat er nog te veel werk is: er zijn nog allerlei zeer belangrijke wetsontwerpen die moeten worden behandeld, de verklaring tot herziening van de Grondwet moet nog gebeuren, er moeten misschien nog maatregelen worden genomen na de begrotingscontrole van maart ... De voorzitter verwacht volgens het krantenartikel dat niemand zich zal verzetten tegen zijn voorstel. Mijn reactie hierop is: *welk voorstel?* Zelfs de diensten van de Kamer weten van niets!

De paasvakantie wordt ingekort "omdat er te veel werk is", maar wat hebben wij hier eigenlijk al gedaan sinds het begin van het parlementaire jaar? We zijn in oktober begonnen met de beleidsverklaring van de stand-in

van Martin Luther King, wij hebben wat wetten betreffende de diverse bepalingen en programmawetten behandeld. Dat was allemaal twee keer niets, net zoals de begrotingscontrole. De magistratenopleiding is door het Parlement gesjeesd omdat er zo nodig nog wat PS-benoemingen moesten gebeuren. Belangrijk is natuurlijk ook het wetsontwerp over de verkiezingen: voortaan zal ook het partijembleem op de stembrieven mogen staan!

De ontwerpen over de gerechtelijke achterstand en de internering zitten nog vast in de commissie. De wetsontwerpen over de bestrijding van omkoping, over het statuut van de militairen en over de oprichting van het Kenniscentrum zijn wel al goedgekeurd. Verder hebben wij het ook vaak over bont gehad: zeehondenbont, kattenbont en hondenbont ...

In zestien weken tijd hebben wij slechts zestien wetsontwerpen goedgekeurd, zegge en schrijve één per week! Toch is volgens de voorzitter de Kamer altijd bezig en legt zij zichzelf nu vrijwillig een kortere paasvakantie op. Prima, als er dan nog zoveel werk is, mag voor ons zelfs de hele paasvakantie wegvallen!

Is de voorzitter niet beschaamd? In de Conferentie gebaarde hij gisteren nog van krommen aas. Blijkbaar heeft hij in de namiddag een telefoontje gekregen van zijn buurman van vier huisnummers verder. De opiniepeilingen zijn niet goed, dus moet de regering nog met een en ander op de proppen komen. Dat is wat er is gebeurd. Met goed wetgevend werk heeft het helemaal niets te maken. (*Protest van de VLD*)

Laat de wetsontwerpen dus maar komen! Ik zal volgende week in de Conferentie voorstellen om het voorstel tot herziening van de Grondwet en alle hangende ontwerpen onmiddellijk te behandelen. CD&V is zelfs bereid daarvoor de krokusvakantie op te offeren! (*Rumoer*)

De **voorzitter**: Wij hebben inderdaad gisteren in de Conferentie geen beslissing genomen over de paasvakantie, maar wij hebben er wel degelijk een tiental minuten over gepraat. De commissies hebben nog massa's werk, de commissie voor de Justitie vergadert dit weekend zelfs twee dagen *extra muros*! Als we alles nog willen afwerken voor de ontbinding, zal het misschien nodig zijn het werk op dinsdag na Pasen te hervatten. Toen men mij van de krant gebeld heeft, heb ik gezegd dat ik een voorstel in die zin zou doen.

17.02 **Pieter De Crem** (CD&V): Dat de commissie Justitie *extra muros* moet vergaderen, ligt misschien veeleer aan het feit dat de commissievoorzitter de werkzaamheden van haar commissie niet kan organiseren.

De **voorzitter**: Er kan later hierover gestemd worden. We zullen dat bespreken in de Conferentie van de voorzitters.

Wetsontwerpen en voorstellen

18 **Wetsontwerp tot wijziging van artikel 107 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders (2769/1-2)**

- **Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 107 van de bij het koninklijk besluit van 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en houdende afschaffing van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten (661/1-2)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

18.01 **Danielle Van Lombeek-Jacobs**, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

18.02 **Maggie De Block** (VLD): In ons ingewikkelde staatsbestel ontstaan er gemakkelijk conflicten met de Gemeenschappen, zo ook over de subsidiëring van de kinderopvang door het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten. Naar aanleiding van een arrest van het Arbitragehof ontstond er een juridische discussie. Dit wetsontwerp biedt een juridisch kader die de bevoegdheid van de federale overheid aanvaardbaar maakt binnen ons constitutionele stelsel.

Het Fonds blijft bevoegd voor buitenschoolse kinderopvang, de opvang van zieke kinderen, de flexibele opvang en de noodopvang. Die beleidslijn sluit naadloos aan bij eerdere maatregelen van de federale overheid om meer mensen aan het werk te krijgen. Met dit wetsontwerp geldt die ambitie nu hopelijk ook voor vrouwen.

Het Fonds geeft een bijkomende toelage per kind, die rechtstreeks aan de opvanginitiatieven wordt gestort. Op die manier krijgen we een soort derdebetalersysteem zoals in de gezondheidszorg en wordt ook duidelijk een onderscheid gemaakt tussen de bevoegdheden van de Vlaamse, de Waalse en de federale overheid.

Ten slotte wordt via een samenwerkingsakkoord wel degelijk rekening gehouden met de bevoegdheden van de Gemeenschappen en Gewesten ter zake, waardoor ook de kwaliteit van de initiatieven kan worden bewaakt. De financiële injectie van 150 miljoen euro extra aan het Fonds maakt een einde aan de jarenlange bevrozing in de financiering wegens een gebrek aan middelen. Zeker voor de buitenschoolse opvang en de flexibele opvang was een dergelijke financiële injectie absoluut noodzakelijk. Veel ouders vinden momenteel geen goede opvang voor en na school en op minder evidente werkuren.

Het samenwerkingsakkoord dat moet worden afgesloten, moet garanties bieden op kwaliteitsbewaking. Verder moet de administratieve rompslomp tot een minimum worden beperkt zodat de initiatieven zo weinig mogelijk worden gehinderd door de financiering uit twee bronnen en door de dubbele bevoegdheid. Het is een goede zaak dat de scheeffrekking in de verdeling van de subsidies grotendeels is weggewerkt.

Wellicht kunnen er nu heel wat nieuwe, welkome initiatieven voor kinderopvang uit de startblokken komen.
(Applaus)

18.03 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Aan dit wetsontwerp is een voorstel van het Vlaams Belang gekoppeld dat het debat terugvoert naar zijn essentie. Het ontwerp heeft grotendeels zijn bestaan te danken aan een aantal uitspraken van het Arbitragehof waardoor de minister een oplossing *à la belge* heeft moeten uitwerken.

Wij blijven vinden dat kinderopvang uitsluitend een bevoegdheid van de Gemeenschappen zou moeten zijn. Uiteraard zijn wij ook voorstander van kwalitatief hoogstaande buitenschoolse opvang, maar het is aan de Gemeenschappen om die te organiseren. Daarom zullen wij tegen dit wetsontwerp stemmen. Ik kijk met belangstelling uit naar het stemgedrag van de collega's van CD&V en NVA die zichzelf toch zo Vlaamsgezind noemen. (Applaus van het Vlaams Belang)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2769/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Wetsontwerp houdende diverse wijzigingen inzake accijnzen (2831/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Van der Maelen, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2831/3)

Het wetsontwerp telt 8 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 8 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een Instituut voor Verkeersongevallenanalyse (1882/1-4)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1882/4)

De bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Van Campenhout, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

20.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): De voorzitter zegt dat de heer Van Campenhout naar zijn verslag verwijst, maar ik zie hem nergens. Hebben beiden dan een telepathische relatie? Ik betreur dat onder meer in de commissie Infrastructuur kandidaat-verslaggevers van het Vlaams Belang systematisch worden geweerd. Wij zouden er wel altijd zijn. Ik zou dus willen vragen dat de rapporteur ofwel zelf aanwezig is of een geldige reden kan aangeven voor zijn afwezigheid.

De **voorzitter**: Ik ben misschien wat snel geweest, maar een afwezigheid van de rapporteur interpreteer ik altijd als een verwijzing naar het verslag. Het is in casu een kort verslag, maar de problematiek is wel op drie vergaderingen aan de orde geweest.

De heer Van Campenhout komt nu binnen en kan dus zo hij wil verslag uitbrengen.

20.02 Ludo Van Campenhout, rapporteur: Ik begrijp de nervositeit van de heer Mortelmans niet goed. Misschien heeft hij als Lierenaar recent enige frustraties opgelopen? (*Glimlachjes*)

Ik verwijs inderdaad naar het schriftelijk verslag.

20.03 Guido De Padt (VLD): Het aantal slachtoffers op onze wegen daalt al een paar jaar. De beschikbaarheid van verkeersstatistieken is gevoelig verbeterd en eenmaal het systeem helemaal operationeel is, moeten de omstandigheden waarin ongevallen gebeuren grondig bestudeerd worden. Onderzoek daarnaar staat in België nog in zijn kinderschoenen.

We hopen dat dit voorstel van resolutie om een Instituut voor de Verkeersongevallenanalyse op te richten voor een grondige mentaliteitswijziging kan zorgen. Wetenschappelijke kennis is immers onontbeerlijk om een doeltreffend verkeersbeleid te kunnen voeren, gericht op een verdere daling van het aantal slachtoffers.

Niet-gefundeerde maatregelen werken contraproductief en in de voorbije jaren waren niet alle verkeersmaatregelen even goed onderbouwd. De recente hervorming van de rijopleiding bijvoorbeeld heeft aanleiding gegeven tot een eindeloze discussie, maar niemand beschikt over de wetenschappelijke kennis over welk opleidingsmodel de beste resultaten biedt. De betrokkenheid van vrachtwagens bij verkeersongevallen is een ander voorbeeld. Maatregelen worden voorgesteld zonder dat iemand kan antwoorden op de vraag waarom het aantal ongevallen met vrachtwagens blijft stijgen.

Daarom pleiten wij in deze resolutie voor de oprichting van een onafhankelijk beleidsondersteunend instituut voor ongevallenanalyse. De onderzoekers zullen belast worden met het uitwerken van actieprogramma's die erop gericht zijn ongevallen te vermijden met een gedeelde verantwoordelijkheid tussen weggebruiker, voertuig en infrastructuur als uitgangspunt.

20.04 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Er is momenteel geen minister aanwezig. Een resolutie is toch een vraag aan de regering. Ik kan me niet van de indruk ontdoen dat de ministers vervroegd aan de paasvakantie begonnen zijn.

De **voorzitter**: Minister Dewael wandelt net binnen.

20.05 Guido De Padt (VLD): De regering moet zorgen voor een betere samenwerking tussen gerecht, politie, de medische sector en de verzekeraars. Bovendien moet het gaan om een onafhankelijk onderzoek dat de oorzaken van ongevallen blootlegt en zo kan leiden tot betere wetgeving. De onderzoeken die gerecht en verzekeraars momenteel nog vragen, gaan vooral over schadevergoedingen en aansprakelijkheden.

De regering moet terdege rekening houden met de resultaten en aanbevelingen van het instituut. Ze moet ook samenwerking aanmoedigen met andere Europese lidstaten en streven naar een gemeenschappelijke onderzoeksmethodiek en -strategie. De resolutie voert niet alleen een aanbeveling uit van de Belgische Staten-generaal van de verkeersveiligheid. Ze past ook binnen de uitvoering van het actieprogramma waarmee de Europese Commissie het aantal verkeersdoden tegen 2010 wil halveren.

Het maatschappelijk draagvlak voor dit voorstel is volgens ons zeer groot en komt de geloofwaardigheid van het verkeersbeleid ten goede. Alle weggebruikers willen al jaren een betere verkeersongevallenanalyse.

Het Belgian Accident Research Team van het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid (BIVV) kan slechts een eerste stap zijn. Op termijn moet beleidsondersteunende ongevallenanalyse de hoeksteen van het verkeersbeleid worden. De regering moet deze resolutie snel uitvoeren. (*Applaus*)

20.06 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Deze resolutie belichaamt een oude eis van mijn partij die was opgenomen in ons verkiezingsprogramma van 2004. De resolutie zal echter in de praktijk moeten worden omgezet. Het instituut is al in oprichting, maar er zal moeten over worden gewaakt dat alle betrokken diensten - gerecht, verzekeraars, medici - meewerken. Bovendien hadden we liever gezien dat de Gewesten bevoegd waren geworden. Het doet me plezier dat ook collega's van andere partijen het federale niveau niet het juiste vinden, maar het is jammer dat minister Landuyt - een zelfverklaarde federalist en regionalist - er niet is in geslaagd verkeersveiligheid te regionaliseren. De Franstaligen haalden van hun kant wel diverse punten uit het regeerakkoord binnen, zoals de Francorchamps-wet en de uitvoervergunningen voor wapens.

Toch zullen we deze resolutie met overtuiging steunen.

De voorzitter: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

21 Voorstel van resolutie betreffende verplichte kwaliteits- en veiligheidsnormen voor fietsen en fietsonderdelen (1085/1-4)

- Voorstel van resolutie betreffende de invoering van kwalitatieve fietsverlichting en kwaliteitsnormen inzake fietsonderdelen (2326/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee voorstellen van resolutie te wijden. (*Instemming*)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85,4) (1085/4)

De algemene bespreking is geopend.

21.01 Jef Van den Bergh, rapporteur: De twee resolutievoorstellen werden samen behandeld in de commissie van 17 januari 2007. Indiener De Padt wees op de nood aan bijkomende kwaliteits- en veiligheidsnormen voor fietsen en fietsonderdelen. Hij pleitte bovendien voor Europese regelgeving. Het voorstel van de heer Casaer lijkt erg op dat van de heer De Padt. De heer Casaer stelde bovendien een deontologische code voor in afwachting van 'harde' normering en er moet volgens hem tevens een verkeersveiligheidstest worden uitgevoerd voor bepaalde producten mogen worden gecommercialiseerd.

De commissie besliste het voorstel van de heer De Padt als basis te nemen en er de twee bijkomende elementen uit het voorstel van de heer Casaer aan toe te voegen.

Alle aanwezige fracties waren het eens met het principe van een kwaliteitsnormering. Ikzelf had echter vragen inzake de congruentie met andere Europese lidstaten. Bovendien is de doelstelling van goede normering al opgenomen in het Totaalplan Fiets van drie jaar geleden. De regering moet de aanbeveling dus nu al uitvoeren. Ten slotte is er een probleem als de deontologische code op de supermarkten moet worden toegepast. Mevrouw Vautmans vreesde voor bijkomende administratieve druk die het ondernemerschap in de weg kan staan. De heer Casaer antwoordde dat de sector de code ook zelf zou kunnen organiseren via een kwaliteitslabel. De heer De Padt stelde voor expliciet in de resolutie op te nemen dat het om een code van de sector zelf zou gaan. De discussie leidde tot een bijkomend amendement dat het toepassingsgebied van de code uitbreidt tot al wie fietsen en onderdelen fabriceert of verkoopt en dat expliciet vermeldt dat de sector zelf de code opstelt.

Minister Landuyt zei de doelstellingen van de resolutie te ondersteunen. De commissie nam de resolutie unaniem aan. (*Applaus*)

21.02 Guido De Padt (VLD): Fietsen worden steeds goedkoper en zijn haast overal te koop. Ze moeten echter aan geen enkele technische eis voldoen, behalve dan wat reflectoren en reflecterende banden betreft. Uit onderzoek van de Fietzersbond en Test-Aankoop blijkt dat dit de veiligheid in het gedrang brengt. De regering nam al diverse maatregelen om de veiligheid van de fietser te verhogen, maar het rijtuig zelf bleef daarbij buiten schot.

Fietsen kunnen allerhande verborgen gebreken vertonen, maar het ergst is het nog gesteld met fietsen voor kinderen en jongeren. Soms zijn de remmen niet eens aangepast aan kinderhanden!

Er bestaan in ons land technische reglementen voor bromfietsen, motorfietsen en auto's. Voor fietsen zou de geregistreerde Belgische norm NBN DIN 79100-2 een goede basis kunnen vormen.

De resolutie past binnen de doelstelling van de regering om fietsgebruik te stimuleren. Nieuwe fietspaden zijn nutteloos als de fietsen zelf niet veilig zijn. Op termijn moeten de normen daarom verplicht worden.

Toch is ook voorzichtigheid geboden, want een exclusief Belgische regel zou kunnen worden beschouwd als afscherming van de markt. De regering moet aandringen op een Europese richtlijn. In afwachting daarvan

kunnen de producenten zelf werk maken van een breed gesteunde deontologische code. Om te vermijden dat het ondernemerschap geschaad wordt, moet de sector de code zelf opstellen met zo weinig mogelijk administratieve formaliteiten.

21.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Ongevallen met fietsers komen nog te vaak voor. Soms is dat te wijten aan de onvoorzichtigheid van de fietser zelf of van andere weggebruikers, soms aan slechte infrastructuur, maar helaas ook nog al te vaak aan slecht werkende fietsonderdelen. Daaraan willen wij met deze resolutie een eind maken. Zowel de Fietzersbond als Test Aankoop hadden daar in het verleden reeds op aangedrongen. Er is nood aan minimumnormen en in afwachting van Europese regelgeving ter zake vinden we dat de Belgische regering reeds initiatieven moet nemen om ervoor te zorgen dat slechte producten hier niet op de markt kunnen komen.

21.04 Jef Van den Bergh (CD&V): Wij hebben altijd al aandacht gehad voor de kwaliteit van fietsen. De heer Dirk Claes heeft de minister van Consumentenzaken daar al meermaals over ondervraagd. Ik betreur dat deze resolutie nog nodig is. De kwaliteitscontrole op fietsen stond reeds in het Totaalplan Fiets van minister Anciaux in 2004. De regering heeft daar nog niets mee gedaan. Het is dus jammer dat het Parlement nu nogmaals aan de mouw van de regering moet trekken.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over de voorstellen van resolutie zal later plaatsvinden.

22 Voorstel van resolutie over belastingparadijzen (2762/1-3)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2762/3)

De bespreking is geopend.

22.01 Valérie De Bue, rapporteur: De commissie hoorde verscheidene experts en vertegenwoordigers van het middenveld. De heer Jamar, staatssecretaris voor de Strijd tegen de fiscale fraude, gaf een uiteenzetting. Tijdens het daaropvolgende debat kwam onder meer de noodzaak aan bod een evenwicht te vinden tussen financiële transacties met het doel belastingen te ontduiken, enerzijds, en het voeren van een aantrekkelijk fiscaal beleid, anderzijds. Daarnaast werden ook de lijsten van belastingparadijzen besproken, alsook de houding die ten aanzien van derdewereldlanden moet worden aangenomen.

De MR- en de VLD-fractie dienden een reeks amendementen in. Er werd gevraagd het verbod tot het sluiten van dubbelbelastingverdragen te beperken tot de landen die door de OESO als belastingparadijzen worden aangemerkt en de informatie-uitwisselingsverdragen met landen die een aanzienlijk gunstiger belastingregime genieten, uit te breiden.

De gehele aldus geamendeerde resolutie werd aangenomen met vijf stemmen en een onthouding.

22.02 Willy Cortois (VLD): Deze resolutie vraagt de regering om voluit mee te werken aan alle internationale en supranationale initiatieven in de strijd tegen belastingparadijzen, witwas- en ontduikingspraktijken, ons land in te schakelen in het algemene Europese beleid ten aanzien van belastingparadijzen, en de ontwikkelingslanden bijzondere bijstand te verlenen om via *good governance* het leegroven van rijkdommen tegen te gaan.

Onze fractie heeft weinig moeite met deze resolutie, hoewel we vinden dat ze vertrekt van een te beperkte, ja zelfs ideologische visie op het probleem. We leven vandaag in een snel globaliserende wereld waar, mede dank zij de technologische ontwikkeling, het internationale kapitaalverkeer bliksemsnel verloopt. Hoewel we uitgebreid specialisten hebben gehoord en er een lijvig rapport is opgesteld, heeft dit niet tot een voldoende brede aanpak geleid, omdat men in commissie niet is uitgegaan van het gegeven dat België nu eenmaal een open economie heeft.

Daarnaast is onze belastingdruk nog altijd zo hoog en ons belastingstelsel zo ingewikkeld, dat we bedrijven eigenlijk aanzetten tot allerlei legale en minder legale constructies om aan de Belgische fiscus te ontsnappen.

Niettemin was het een leerrijke denkoefening. Onze fractie kan zich over het algemeen in deze resolutie vinden, maar samen met een paar collega's zal ik me onthouden, omdat we vinden dat men de problematiek te eng benaderd heeft.

22.03 Karine Lalieux (PS): Schatrijke mensen en multinationals zoeken naar de landen die hun de meeste belastingvoordelen bieden. De overheid mag die aantrekkingskracht voor investeerders en kapitalen niet in het gedrang brengen, maar ze moet tevens voor een billijke herverdeling en een goede samenwerking met de andere landen zorgen.

Omgekeerd spelen de belastingparadijzen de rol van *free riders* in een geglobaliseerde economie waarin de overheid de indruk geeft eerder te laten betijen dan actief op te treden. In reactie op de handelwijze van die min of meer gekende belastingparadijzen is er een beweging op gang gekomen die de strijd wil aanbinden tegen de voordelen die de belastingparadijzen bieden, door bepaalde constructies te verhinderen en overeenkomsten af te sluiten of gedragscodes goed te keuren.

Sommige landen die geen fiscaal of juridisch paradijs in de strikte betekenis van het woord zijn, vormen grensgevallen vermits ze preferentiële belastingregimes aanbieden.

Landen die concurrentievervalsing in de hand werken, kosten de gemeenschap handenvol geld en brengen andere landen in een benarde positie. Er zou een internationale instelling moeten worden opgericht die de belastingfraude en -ontduiking tegengaat!

In België wordt geen belasting geheven op grote vermogens. Al maakt dat ons land vaak aantrekkelijk, het is geen belastingparadijs en evenmin een grensgeval. België heeft zich er – weliswaar niet krachtig genoeg – toe verbonden de strijd tegen de belastingparadijzen aan te binden. Met deze resolutie willen we de regering ertoe aanzetten een dynamischer beleid ter zake te voeren. Deze tekst zal landen met een maffiose fiscaliteit wellicht niet tot medewerking inspireren, maar hij biedt wel de mogelijkheid om bepaalde praktijken doeltreffender aan te pakken.

Twee belangrijke elementen: eerst en vooral zal de regering een speciale cel moeten oprichten die zich op de belastingfraude- en ontduiking via de belastingparadijzen toelegt, naar het voorbeeld van de Ierse OAG.

Een ander belangrijk punt is de goedkeuring door ons land van de regels inzake de FIF, de CFC en de rapportering van transacties van bedrijven die in de belastingparadijzen zijn gevestigd. Al betreurt ik dat wij op de helft van de Europese lidstaten moeten wachten vooraleer dit werkelijkheid kan worden, ik wil benadrukken dat we een voluntaristische benadering onderschrijven en dat we ons snel willen aansluiten bij Lidstaten met minder koudwatervrees.

22.04 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Met dit voorstel van resolutie probeerden we in de commissie Globalisering de achterstand van België inzake de strijd tegen belastingparadijzen in te halen. In alle Westerse landen groeit de bezorgdheid over de impact van fiscale paradijzen op de fiscaliteit en op de economie. Een rapport van de Amerikaanse Senaat raamt het verlies voor de Amerikaanse schatkist op 70 miljard dollar. Dat is evenveel als wat de rijke landen in 2004 aan ontwikkelingshulp besteedden. Het Tax Justice Network schat dat 11.500 miljard dollar *offshore* onderdak heeft gevonden. Dat is een derde van het bruto mondiale product. Ook Duitsland en Frankrijk beschikken over dergelijke indrukwekkende cijfers, maar België heeft gewoon geen cijfers. Laten we er maar van uitgaan dat de toestand hier gelijkaardig is, er bestaat bij ons immers een sterke cultuur van belastingontduiking.

Ongeveer alle banken, ook Belgische, alle grote audit- en consultantbureaus en financiële ondernemingen zijn aanwezig op die fiscale paradijzen. Dat alleen wijst er al op dat het de moeite loont. Een andere

aanwijzing is bijvoorbeeld het in stand houden van een vliegroute naar het eiland Man. Sinds november 2005 vliegt de Vlaamse Luchtvaartmaatschappij vanuit Antwerpen naar dat eiland waar hoegenaamd niets te beleven is, maar waar wel 30.000 geregistreerde ondernemingen zijn en waar 46 miljoen aan spaargeld ligt. In het derde kwartaal van 2005 werd door de Belgische banken voor 22,2 miljard euro kredieten toegekend aan ondernemingen in Jersey. Dat is meer dan de kredieten aan ondernemingen in enig ander land.

Er groeit wereldwijd actie en internationale samenwerking tegen het fiscale misbruik via die belastingparadijzen. In België schaaft de Kamer zich straks wellicht achter een begin van beleid en kunnen de eerste stappen hopelijk nog voor de verkiezingen worden gerealiseerd. Maar ook na de verkiezingen moet dit punt onder de aandacht blijven.

Er werd in de commissie een meerderheid gevonden voor het bestellen van een studie over het onderwerp. De staatssecretaris moet daartoe zo vlug mogelijk contact opnemen met de Hoge Raad voor Financiën en erop toezien dat de studie niet aan één auditbureau wordt gegund, dit om te voorkomen dat men bij de duivel biechten gaat.

Als de helft van de EU-lidstaten de OESO-aanbevelingen volgt betreffende de nationaal uit te voeren maatregelen, dan moet ook België volgen. Het gaat hier om CFC- en FIF-maatregelen die moeten toelaten om doorheen de schermen en de constructies van fiscale paradijzen te kijken.

Naar het voorbeeld van Ierland moet in de fiscale administratie een gespecialiseerde cel worden opgericht die belast wordt met de bestrijding van belastingontwijking en belastingontduiking via belastingparadijzen, die de fiscale constructies in kaart brengt en ze laat analyseren door experts, zodat we te weten komen wie in België dit soort constructies aanprijst. Dat kan immers een eerste belangrijke spoor zijn. Bovendien moet een tegenbeleid worden ontwikkeld zoals in Frankrijk, Duitsland en Ierland – landen waar we de nodige knowhow kunnen krijgen.

In de resolutie wordt ook aanbevolen om geen dubbelbelastingverdragen meer te sluiten met fiscale paradijzen en om er daarentegen snel informatie-uitwisselingverdragen mee te sluiten. Als gevolg van het OESO-beleid zijn verschillende belastingparadijzen onder druk gezet om informatie aan andere lidstaten door te geven. I

In de commissie Globalisering hebben we uiteraard ook aandacht voor de ontwikkelingslanden. Wij vragen dat België deze landen zou helpen bij het terughalen van grote bedragen die door o.m. dictators naar fiscale paradijzen en andere landen zijn gebracht.

Ik heb aan de minister gevraagd om de Hoge Raad voor Financiën te raadplegen. Aan de staatssecretaris zou ik willen vragen om zo snel mogelijk een speciale eenheid in het ministerie van Financiën te installeren, zodat wij over een studie kunnen beschikken en zodat deze eenheid in de volgende regeerperiode al analyses kan maken. Op die manier zullen de beleidsmakers de nodige maatregelen kunnen nemen. *(Applaus)*

22.05 Bart Tommelein (VLD): Wij betreuren het dat deze discussie enkel in de commissie Globalisering werd gevoerd en niet in de commissie Financiën. Het is niet zo dat onze fractie de strijd tegen belastingfraude niet wil aangaan, maar we willen wel waarschuwen tegen het opleggen van regels aan buitenlandse bedrijven die ervoor zouden zorgen dat ons land minder aantrekkelijk wordt om te investeren.

De strijd tegen de sociale en de fiscale fraude gaan voor ons hand in hand. Dit moet efficiënt gebeuren, want het medicijn mag niet slechter zijn dan de ziekte. De heer Van der Maelen wil dat er een aantal regels wordt opgelegd aan dochtervennootschappen in het buitenland, maar op een bepaald moment zijn er zoveel transparantievereisten dat overdrachten vanuit een Belgische vennootschap naar het buitenland niet meer aanvaard zouden worden. Als buitenlandse firma's daardoor ons land zouden verlaten, dan zal dit ten koste gaan van de werkgelegenheid en dan verliest de overheid inkomsten. We mogen nooit maatregelen nemen die zonder onderscheid alle ondernemingen viseren.

Deze regering voert met onder meer de coördinatiecentra en de notionele intresten een beleid om hoofdzetels van multinationals aan te trekken en in België te houden. De heer Van der Maelen maakt een karikatuur van de banksector, alsof het verkeerd zou zijn dat banken winst maken. Uit een recente studie blijkt dat, als de Belgische banksector de laatste twintig jaar op dezelfde manier gegroeid was als andere ondernemingen in ons land, er veel meer tewerkstelling zou zijn in deze sector. Dat betekent niet dat de banken geen winst hebben gemaakt, maar winst maken op zich is voor ons niet verderfelijk.

Een aantal leden van onze fractie zal zich onthouden, omdat wij menen dat een aantal elementen uit deze resolutie ervoor zorgt dat het kind met het badwater wordt weggegooid, en omdat wij het betreuen dat deze discussie niet werd gevoerd in de commissie Financiën.

22.06 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Die resolutie is het resultaat van de werkzaamheden die werden verricht tijdens diverse vergaderingen waarbij de uiteenlopende standpunten dichter bij elkaar werden gebracht. De volgende regering zal de aanbevelingen die ze opportuun acht, moeten formuleren. Het ware wellicht verstandig om, naar het Ierse voorbeeld, één enkele, allesomvattende eenheid te vormen die voor de coördinatie en de samenwerking instaat en waarin diverse organen zoals de Bijzondere Belastinginspectie, het Antifraudecomité en de Cel voor financiële informatieverwerking zijn verenigd.

Ten tweede is de crux de definitie van een belastingparadijs. Volgens de IFAG (Internationale Financiële Actiegroep tegen het witwassen van kapitalen) van de OESO zijn er nog vijf of zes landen die als "niet meewerkend" aangemerkt moeten worden. De OESO telt 38 landen met een veel te gunstig belastingregime, volgens België zijn dat er 51.

In juni 2005 was België het eerste en tot nu toe ook het enige land dat alle aanbevelingen voor de bestrijding van het witwassen van kapitaal en van het terrorisme in praktijk gebracht heeft. De enige twee opmerkingen aan het adres van ons land betroffen de strijd tegen geldsmokkelaars en het bevrozen van tegoeden van personen die verdacht worden van illegale activiteiten. De maatregelen in dat verband zullen tegen het einde van de zittingsperiode klaar zijn.

Volgens de Europese Commissie is fraude in België goed voor 10 tot 15 procent van het bbp. Het McKinsey-verslag heeft het zelfs over 22 procent. Als de fiscale opbrengst van die ondergrondse economie opnieuw in het legale circuit zou terechtkomen, zouden heel wat van onze problemen, zoals de vergrijzing of de gezondheidszorg, veel gemakkelijker opgelost kunnen worden.

Ik weet dat sommige uitdrukkingen soms kwetsend kunnen overkomen. Ik sla de consideransen en de motiveringen over om even stil te staan bij het pragmatisch karakter van die resolutie. Ik vraag dan ook er rekening mee te houden.

De **voorzitter**: Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

23 Ontslag van een plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties

Bij brief van 22 januari 2007 laat de voorzitter van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties weten dat mevrouw Marijke Degrieck ontslag heeft genomen als plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties.

Omdat mevrouw Marijke Degrieck tot de leden behoorde die op voordracht van de Ministerraad door de Kamer werden benoemd, behoort het aan de regering over te gaan tot de oproep van kandidaten voor het mandaat van een plaatsvervangend lid (N) van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties.

De vice-eersteminister en minister van Justitie zal hiervan worden ingelicht.

24 Urgentieverzoek vanwege de regering

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp betreffende de internering van personen die lijden aan een geestesstoornis (nr. 2841/1).

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

25 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het voorstel van resolutie van mevrouw Talbia Belhouari betreffende de versterking van de rechten van de touringcarreizigers (nr. 2875/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven;

- het wetsvoorstel van de heren Dirk Van der Maelen, Alfons Borginon, Thierry Giet, Daniel Bacquelaine en Koen T'Sijen tot wijziging van de kieswetgeving, wat betreft de vermelding van politieke partijen boven de kandidatenlijsten op de stembiljetten bij de verkiezingen van de federale wetgevende kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap (nr. 2878/1);

- het wetsvoorstel van de heren Dirk Van der Maelen, Alfons Borginon, Thierry Giet, Daniel Bacquelaine en Koen T'Sijen tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, wat betreft de vermelding van politieke partijen boven de kandidatenlijsten op de stembiljetten (nr. 2879/1).

Ze worden aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;

- het wetsvoorstel van de heer Philippe Monfils en mevrouw Talbia Belhouari betreffende de organisatie en de werking van het koninklijk hoger instituut voor Defensie (nr. 2881/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Landsverdediging.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Naamstemmingen**26 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:**

- de heer Jef Van den Bergh over "de mislukking van de nieuwe rijopleiding" (nr. 996)

- de heer Jan Mortelmans over "de problemen met de hervorming van de rijopleiding" (nr. 1000)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven van 22 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT n(996/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heer Jef Van den Bergh;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Annick Saudoyer en de heren Luk Van Biesen en François Bellot.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 1)		
Ja	89	Oui
Nee	48	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

27 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten over "toestand Merksplas" (nr. 994)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Justitie van 23 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 994/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Tony Van Parys;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Valérie Déom en de heren Alain Courtois en Walter Muls.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Vote/stemming 1)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

28 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Simonne Creyf over "de aanstelling van de leden van het Directiecomité van de Commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas (CREG)" (nr. 1002)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw van 24 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1002/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Simonne Creyf;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Guy Hove.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 2)		
Ja	89	Oui
Nee	49	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	138	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

29 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 107 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders (2769/1)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	18	Non
Onthoudingen	20	Abstentions
Totaal	139	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2769/1)

29.01 Tony Van Parys (CD&V): Ik heb een stemafpraak met de heer Versnick voor deze en de volgende stemmingen.

30 Wetsontwerp houdende diverse wijzigingen inzake accijnzen (2831/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	38	Abstentions
Totaal	139	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2831/3)

31 Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een Instituut voor Verkeersongevallenanalyse (1882/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	139	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

31.01 David Lavaux (cdH): Het cdH staat wel degelijk achter de beoogde doelstellingen, maar we zijn vrij sceptisch wat de meerwaarde betreft van een nieuwe, van het BIVV onafhankelijke instelling, die noch over de expertise van het huidige instituut, noch over zijn Europees netwerk van contacten beschikt.

Het BIVV maakt nu al een systematische analyse van de ongevallen. De onderzoekers zijn voldoende onafhankelijk. Het is logischer dat het BIVV zelf deze werkzaamheden kan voortzetten.

Ik onderstreep dat het cdH dus wel gewonnen is voor een analyse van de oorzaken van verkeersongevallen op het federale niveau.

31.02 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Dat zijn ook de redenen waarom wij ons onthouden.

32 Voorstel van resolutie betreffende verplichte kwaliteits- en veiligheidsnormen voor fietsen en fietsonderdelen (1085/4)

<i>(Stemming/vote 6)</i>			
Ja	138		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	138		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

33 Voorstel van resolutie betreffende belastingparadijzen (2762/3)

<i>(Stemming/vote 7)</i>			
Ja	114		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	24	Abstentions	
Totaal	138		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

34 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 18 uur. Volgende vergadering donderdag 8 februari 2007 om 14.00 uur.